

# Economie+ Gabon



**Koko Ndong, ingénieur génie civil, manager de STS-Environnement**

La société STS-Environnement a valeur d'exemple pour les PME gabonaises, selon les termes du Programme d'appui à l'entretien routier gabonais (Perfed). Entretien avec son manager, qui souhaite la hisser au niveau des majors du secteur du bâtiment et des travaux publics. **Lire p. 8**

## Les CFPP à l'abordage pour soutenir la croissance

La nécessité de développer les compétences locales amène le gouvernement à investir dans la formation pour voir émerger une main-d'œuvre qualifiée dans de nombreux secteurs de l'activité économique. Pour atteindre cet

objectif, il vient d'engager une réforme de l'enseignement technique et professionnel qui va placer les centres de formation professionnelle et de perfectionnement au cœur de ce dispositif.

**Lire p. 23**

LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OP

## L'ESSENTIEL

### LASER

#### Les cours des matières premières s'affolent

L'année écoulée s'est soldée par des résultats record pour les matières premières, notamment agricoles. Des sommets qui pourraient bien être dépassés, pour certaines spéculations, en cette année 2011. Mais les conséquences engendrées par cette hausse des cours risquent aussi de se traduire par des crises alimentaires graves. Décryptage du phénomène.

**Lire p. 4**

#### Bonne fortune pour l'Afrique

Les deux derniers rapports annuels publiés par les Nations unies et la Banque mondiale mettent en exergue des indicateurs économiques positifs dans l'ensemble du continent. Les institutions de Bretton Woods soulignent notamment la part des investissements étrangers directs (IED), en augmentation de 17% en 2010.

**Lire p. 4**

### EMPLOI/FORMATION

#### Zoom sur la fonction achats

Autrefois délégué de manière aléatoire, le métier d'acheteur est aujourd'hui reconnu à sa juste valeur par les sociétés qui y voient une véritable valeur ajoutée et un levier décisif pour atteindre leurs objectifs financiers.

**Lire p. 22**

#### Le management interculturel

Dans le contexte de la mondialisation de l'économie, les entreprises à vocation internationale doivent bâtir des modes de fonctionnement qui prennent en compte les particularités culturelles de leurs ressources humaines. Eclairage sur leur impact dans les différentes approches de management.

**Lire p. 24**

### CONSO

#### Voyage d'affaires à Accra

**Lire p. 30**

EXEMPLAIRE GRATUIT

# LE pétrole gabonais

Notre dossier spécial vous propose une plongée au cœur d'une ressource essentielle pour l'économie gabonaise. Depuis les débuts de la prospection pétrolière dans le pays, il y a plus de quatre-vingts ans, jusqu'aux avancées technologiques actuelles qui permettent le développement des recherches en offshore profond, c'est le long roman de l'or noir que nous vous proposons de découvrir dans ce numéro. **Lire p. 10**

### MEDIAS

#### Une production audiovisuelle à notre image



L'Afrique est demandeuse d'une création audiovisuelle qui reflète son environnement. Certains pays comme le géant économique du continent, l'Afrique du sud, premier diffuseur de films africains, mais aussi le Maroc et le Nigeria, connaissent un développement

important de leur production audiovisuelle en profitant d'une croissance du marché due à la multiplication de canaux et des médiums de diffusion numérique. Des studios nigériens de « Nollywood » aux initiatives plus modestes qui fleurissent sur le continent, bienvenue dans le nouveau paysage audiovisuel africain. **Lire p. 26**

### CONSO

#### Le boom des écrans plats

Si la rapidité des évolutions technologiques présente l'inconvénient d'accélérer l'obsolescence des produits que l'on a acquis il y a peu, leur développement massif a l'avantage de démocratiser les prix de vente aux consommateurs. Il en est ainsi des téléviseurs à écran plat qui sont omniprésents à Libreville et en passe de détrôner leurs équivalents à tube. En la matière, les écrans LCD ont sup-



planté ceux dits « à plasma » qui proposaient au départ des écrans plus grands et de meilleure qualité. Passage en revue de ces nouveaux produits, en attendant la nouvelle vague de téléviseurs... en 3D ! **Lire p. 28**

moovinternet

L'internet à portée de main.

Bénéficiez de notre nouvelle clé Internet. no limit™



clé internet  
24 000 FTTC  
SIM+2 000F de crédit offert

Désormais,  
à partir de votre clé Moov,  
consultez, rechargez et  
transférez du crédit.



Photo non contractuelle.

Offre valable pour tous les achats clés Internet dans la limite des stocks disponibles.  
Service client : 05 30 00 00 / 4443 (gratuit à partir d'une ligne Moov) • moovcontact@moov.ga

## EDITO

Son appellation d'« or noir » n'a jamais aussi bien porté son nom. A l'heure où les cours s'affolent face aux soubresauts politiques que connaît le monde arabe, le pétrole reste au centre des besoins d'un monde toujours aussi dépendant de cette matière première. Au Gabon, si la baisse de la production nationale est un fait, les tréfonds du golfe de Guinée recèlent un potentiel prometteur, reléguant le spectre du *peak-oil* – cet anglicisme qui désigne le moment où la production aura atteint son maximum – à des lendemains encore incertains. Mais cette nouvelle manne a aussi un prix car l'exploration offshore suppose des investissements coûteux. Pour autant, les quarante-deux blocs pétroliers en eaux profondes et très profondes que le gouvernement a soumis à un appel d'offres puis à une entente de gré à gré suscitent un engouement certain de la part de plusieurs grandes compagnies pétrolières, signe de l'intérêt qu'ils revêtent. La réforme du secteur pétrolier engagée par les autorités, qui doit se traduire prochainement par la mise sur pied de la nouvelle compagnie nationale du pétrole ainsi que par le nouveau Code des hydrocarbures, devrait aussi être de nature à renforcer l'attractivité du secteur.

Notre dossier vous propose également un éclairage sur les perspectives de relance de la Société gabonaise de raffinage qui, après cinq années difficiles, retrouve des couleurs après le plan d'action qui lui a permis de restaurer son équilibre financier. La nette hausse de production enregistrée l'année dernière témoigne aussi de ce renouveau. Quant à l'île Mbanié, qui fait l'objet depuis longtemps d'un bras de fer entre le Gabon et la Guinée équatoriale, son destin est indissociable de son passé, depuis que des actes juridiques, dont le dernier en date remonte à 1974, confèrent au Gabon sa paternité. Une histoire qui épouse celle du pétrole, sur laquelle nous vous proposons de revenir, depuis la première mission de prospection entreprise à la fin des années 1920. Ce long roman de l'or noir n'est décidément pas arrivé à son terme. Mais une chose est sûre, et les grands pays industrialisés le savent, il va falloir s'habituer à payer le pétrole pour ce qu'il va de plus en plus devenir : une denrée rare.

JEAN-PIERRE PONT

## Sommaire

### Laser

Matières premières : les cours ont continué leur ascension	p. 4
Développement durable : bonne fortune pour l'Afrique	p. 4
Comment améliorer son influence ? SWOTez-vous !	p. 6
Le parc national de Pongara : un écrin d'or vert sous le nez de Libreville	p. 7

### Rencontre

Koko Ndong, ingénieur génie civil, manager de STS-Environnement	p. 8
---	------

### Dossier : le pétrole gabonais

Cap sur l'offshore !	p. 10
A quand une élite gabonaise du pétrole ?	p. 13
Les avancées technologiques	p. 14
Ile Mbanié : à qui le pactole ?	p. 18
La Sogara remonte la pente	p. 19
Le long roman de l'or noir	p. 20

### Emploi/Formation

La fonction achats, créatrice de valeur et source de rentabilité	p. 22
Les CFPP à l'abordage pour soutenir la croissance	p. 23
Le management interculturel	p. 24

### Médias

Une production audiovisuelle à notre image	p. 26
--	-------

### Conso

Le boom des écrans plats	p. 28
Accra, l'emblème du développement	p. 30
Les bonnes tables d'Economie Gabon +	p. 31

**UBA**  
United Bank for Africa

**UBA Africash**  
L'Afrique... Unie par un service de transfert d'argent

- Transfert d'argent en temps réel
- Paiement en monnaie locale ou en devises

DÉJÀ DISPONIBLE DANS TOUTES LES AGENCES UBA À TRAVERS LE MONDE...  
Afrique • Londres • New York • Paris

www.ubagroup.com Africa's global bank

Retrouvez toutes les informations sur l'économie gabonaise en vous abonnant gratuitement à la newsletter sur notre site

www.economie-gabon.com

economie-gabon.com

#### RÉDACTION

Secrétaire général de la rédaction : Didier Bras  
Rédacteur en chef : Nelto Nargongar - +241 07 41 26 42  
Rédacteur en chef adjoint : Johann Freixas - +241 07 97 02 55  
Directeur artistique : Jean-Noël Dubois  
Maquettistes : Aurélie Landeau et Nathalie Pointlane

#### Ont participé à ce numéro :

Stéphane Amani, Marc Amayong, Louis S. Amédé, Daouda Coulibaly, Diego Essandone, Prosper Koffi, Dorcas Manou Lasme-Adou, Jules-Aristide Mwanenzambe, Nargo Nelto, William Ono Mba, Christiane Reveno, Lucien Touré.

Crédit photos : Afrikimage.com

#### GESTION ET ADMINISTRATION

Directeur de la publication : Bertrand Michael Moundjoukou.  
Assistante administrative et commerciale : Mabelle Clothilde Ambani - +241 07 12 61 00 - Mail : ambanimabelle@yahoo.fr  
Chef de Publicité Gabon : Laure Chatelier - +241 07 47 74 77  
Mail : laurechatelier@hotmail.com  
Esther Ludeau - +241 03 14 00 38 - Mail : e.ludeau@yahoo.fr  
Gérant : Philippe Chandezon  
Co-gérant : Jean Pierre Pont Mail : jeanpierrepont@gmail.com  
Régie internationale : MOBILITY MEDIA AGENCY : +33 6 83 14 43 08

#### INFORMATIONS LÉGALES

MOBILITY MEDIA AFRICA : Sarl au capital de 20.000.000 FCFA  
RCM N°2010B09428 - Numéro statistique : 071619 R  
Gérant : Philippe CHANDEZON +241 05 31 70 00 pchandezon@yahoo.fr  
Siège social : immeuble BICP, BP 4562 Libreville Gabon  
Editeur de : ECONOMIE GABON +  
Révisé de déclaration de constitution d'un organe de presse : N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 Juin 2010  
Site Internet : www.economie-gabon.com (responsable : Prune Pont-Benoît)  
Impression : Groupe RICCOBONO 115, chemin des Valettes, 83490 Le Muy, France - Tirage : 10 000 exemplaires

## MATIÈRES PREMIÈRES

# Les cours ont continué leur ascension

**Le café :** l'arabica est passé de 135 cents la livre en mai 2010 à 220 cents en décembre, atteignant son plus haut niveau depuis treize ans.

**Le coton :** l'or blanc, dont le cours s'était établi à 159 cents la livre pour livraison en mars 2011, n'avait jamais atteint un tel sommet depuis 140 ans, induisant un gain annuel dont le dernier de cette envergure date de 1973.

**Le sucre :** à la veille de Noël, le cours, alors à 33,65 cents la livre pour livraison en mars 2011, enregistrait une hausse de 52% en un an, se hissant par la même occasion à un niveau jamais vu depuis trente ans.

**Le caoutchouc :** le liquide blanc a pulvérisé des records à 411,40 yens le kg sur le marché japonais, progressant de 60% sur l'année 2010.

**Le maïs et le soja :** les prix de ces céréales se sont appréciés respectivement de 46% et 28% au cours de la seule année 2010.

**Le blé :** son prix a gagné 70% depuis janvier 2010, flirtant de peu avec son record absolu de 261 euros la tonne établi en 2008.

Ces sommets atteints l'année dernière pourraient bien être dépassés, pour certaines spéculations, en cette année 2011. Et pour cause, la vigueur de la demande mondiale et les chocs du côté de l'offre, qui ont alimenté la tendance haussière des marchés, n'ont pas véritablement faibli.

**2010 aura été un excellent cru pour les matières premières en général, et agricoles en particulier. Blé, maïs, colza, café, sucre, caoutchouc, cacao, coton, soja, riz... tous ont vu leurs cours progresser et établir parfois des records exceptionnels. Quelques exemples de folles envolées de cours enregistrés l'année dernière.**



Pour la Banque mondiale, il n'y a pas de doute : « *La pression à la hausse devrait persister en 2011 car la demande devrait rester vigoureuse et l'offre ne devrait réagir que modérément aux tensions accrues sur les marchés.* »

#### Des conséquences redoutables

Les mauvaises récoltes en Occident en raison des intempéries ont conduit nombre de pays à recourir à leurs « stocks de sécurité » pour satisfaire les besoins immédiats. La baisse des productions et le déclin

des stocks consécutifs – respectivement dus aux caprices de dame météo et à une production en berne alors que la demande ne cesse de croître, tirée par les appétits d'ogre du néo-géant économique chinois – alimentent une sorte de ruée sur certains produits pour reconstituer les stocks et nourrir la croissance économique retrouvée. Cet état de fait maintient tendue la demande de matières premières.

Cette conjoncture spécialement favorable est en train de donner lieu à des politiques de rétentions des productions nationales qui font craindre des biais sur les marchés de matières premières. Des pratiques que le G 20, sous la présidence française, souhaite endiguer. Avec quels résultats ? Bien malin qui pourrait le prédire. La volatilité qui a caractérisé les cours des matières premières tout au long de l'année 2010 risque d'aller en grandissant au cours de cette année. Cette situation pose un véritable défi pour les pays exportateurs comme pour les importateurs : comment améliorer le fonctionnement des marchés des produits de base pour éviter des crises alimentaires graves ?

STÉPHANE AMANI

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

# Bonne fortune pour l'Afrique

**Et si l'Afrique, anciennement éternel canard boiteux économique de la planète, avait définitivement sorti la tête hors des eaux troubles de la dernière crise globale ? Les deux derniers rapports annuels publiés par les Nations unies et la Banque mondiale projettent des perspectives favorables pour les deux années à venir.**

**E**n dépit des poches d'instabilité que connaît le continent africain sur le plan politique, l'heure serait donc à l'optimisme en ce qui concerne ses prévisions économiques. Selon les termes des rapports annuels des Nations unies (« Situation & Perspectives de l'économie mondiale 2011 ») et de la Banque mondiale (« Global Economic Prospects »), « *la croissance économique en Afrique subsaharienne – qui a fortement rebondi en 2010, passant de 2,3% en 2009 à environ 5% en 2010 – devrait rester forte en 2011 et 2012.* ». Les deux publications sont formelles : « *Le redressement économique reste ferme presque partout en Afrique.* » Selon les deux institutions internationales, le produit intérieur brut (PIB) du continent, qui a réalisé un bond

en avant de 4,7% en 2010, devrait s'établir entre 5% et 6% en 2011 et en 2012. Des estimations plus précises évoquent 5,3% en 2011 et 5,7% en 2012. Ces ratios sont en dessous du potentiel du continent. Assurément ! Mais rapportés au fait que nous sommes au lendemain d'une grave crise globale, ils ont rang de performances. Sur-tout, ils sont alimentés par une tendance bien réconfortante : le continent est à nouveau couru par les capitaux non générateurs d'endettement. Et oui... A la bonne

heure ! Le « Global Economic Prospects » relève à cet effet qu'« *après un recul de 12,3% en 2009, les investissements directs (IED) en Afrique ont augmenté de 17% en 2010.* ». Et en infère, fort justement, que « *cette tendance confirme le positionnement de l'Afrique comme destination privilégiée des capitaux étrangers.* »

**L'Afrique surfe sur la vague ascendante de la demande en matières premières, notamment les métaux, les minerais et le pétrole.**

#### Des disparités qui demeurent

Que 40% des ressources ainsi attirées par le continent, qui offre désormais des

niveaux de rendement parmi les tout meilleurs de la planète, soient aspirées par les seuls Afrique du Sud, Angola et Nigeria rappelle, fort à propos, que l'encéphalogramme économique n'est pas le même pour tous les pays du continent. Pour autant, la disparité des situations ne saurait édulcorer la forme économique aguichante d'une Afrique qui a même repris des couleurs sur le front de la productivité agricole.

En perspective, la consolidation au cours des prochaines années des progrès enregistrés par l'Afrique en 2010 conforte l'idée que la crise est bien derrière le continent. Après qu'elle eut fait preuve d'une résilience exceptionnelle à la crise, l'Afrique, selon la Banque mondiale, tire parti de « *l'embellie généralisée au niveau mondial, portée par les pays en voie de développement qui, ensemble, ont affiché, un taux de croissance de 7% en 2010.* ». Elle surfe sur la vague ascendante de la demande des matières premières, notamment les métaux, les minerais et le pétrole. Vous avez dit bonne fortune ?

LOUIS S. AMÉDÉ

# Comment améliorer son influence ? SWOTez-vous !

Il est toujours intéressant de bien définir ou renforcer ses objectifs sur le plan professionnel ou personnel. A condition d'accepter de passer en revue les atouts dont on dispose pour mener à bien ses bonnes résolutions. Voici quelques clés pour y parvenir.

SWOT est un acronyme dont les lettres renvoient aux mots anglais *Strengths* (forces), *Weaknesses* (faiblesses), *Opportunities* (opportunités) et *Threats* (menaces). Développée dans le champ du marketing afin d'évaluer un produit dans son environnement de marché, cette technique peut parfaitement être transposée à la vie professionnelle ou personnelle. C'est un outil efficace pour confirmer qui vous êtes en tant que personne, prendre conscience des opportunités ou des risques qui vous environnent, des forces ou des faiblesses sur lesquelles vous devez davantage travailler. En début d'année, ce type d'analyse peut se révéler judicieux pour définir le plan d'action qui

permettra d'atteindre les objectifs individuels que l'on s'est fixés. Compte tenu du caractère introspectif du processus SWOT, il est important de se trouver dans un environnement calme et il est surtout crucial de circonscrire l'analyse à un seul domaine de votre vie : professionnel ou familial. Les réponses peuvent en effet varier en fonction du domaine que vous analysez. Pour commencer, je vous invite à ne pas adopter la même attitude que beaucoup de personnes que je connais, au fait des techniques de coaching ou management stratégique les plus efficaces qui puissent exister dans le monde, mais qui ne prennent jamais la peine de les appliquer à elles-mêmes et

de s'y exercer pratiquement. Aujourd'hui, même si vous êtes un expert de l'analyse SWOT, enfermez-vous quinze minutes, prenez un stylo, une feuille vierge, ou ouvrez un fichier Excel, et commençons ensemble. Je vous assure que vous serez surpris de découvrir des vérités auxquelles vous n'avez peut-être pas pensé. Chaque point de l'analyse est suivi d'une somme de questions qui peuvent vous aider à faire émerger vos caractéristiques personnelles

**Strengths** : commentez vos forces. Vous devez les considérer sous trois angles. Premièrement, le savoir-être, c'est-à-dire les qualités intrinsèques qui découlent de votre caractère, nature ou personnalité. Le deuxième angle serait de considérer les forces que vous avez acquises par expérience, c'est-à-dire vos domaines de compétences ou savoir-faire. Finalement, sous le troisième volet, établissez la liste de vos forces à l'aune de vos connaissances. Par exemple, une maîtrise parfaite d'un secteur donné peut être classée sous cette catégorie.

*Quels sont vos avantages personnels ? Que faites-vous mieux que les autres ? Quelles sont les ressources uniques dont vous disposez ? Quelles sont les forces que vous reconnait votre entourage ? Quels sont les facteurs qui vous amènent à réussir certaines choses mieux que les autres ?*

**Weaknesses** : continuez un processus similaire, mais cette fois-ci en listant vos faiblesses sur trois niveaux : personnalité, lacunes et limites de vos connaissances. N'hésitez pas à y inclure des remarques récurrentes qui vous auraient été faites par des amis sur certaines de vos faiblesses. Soyez objectifs, cela ne pourra que jouer en votre faveur.

*Quelles sont vos lacunes ? Que devez-vous éviter de faire ? Qu'est-ce qui vous retarde dans votre travail ou affecte votre rendement ? Quels sont les défauts ou faiblesses que vous reconnait votre entourage ?*

**Opportunities** : cet aspect porte sur les opportunités de votre environnement externe, qui sont à portée de main ou que vous entrevoiez dans le court terme. Cela inclut des événements ou situations qui pourraient jouer en votre faveur si vous utilisez bien les cartes dont vous disposez.



*Quelles sont les opportunités qui s'offrent à vous ? Quels changements probables pourraient jouer en votre faveur ?*

**Threats** : enfin, c'est le moment d'ajouter à la liste les menaces ou les risques qui pourraient constituer une entrave à votre réussite. N'oubliez pas d'inclure les menaces qui proviennent souvent de notre propre intérieur : doutes, anxiétés, peurs et inquiétudes. Ce sont des menaces qui ne sont pas négligeables et dont il faut tenir compte.

*Quels sont les obstacles auxquels vous êtes confrontés ? Certains collègues font-ils mieux le travail que vous ? La structure dans laquelle vous travaillez est-elle entraînée à changer de stratégie ou de perspective et cela pourrait-il vous affecter ? Votre hiérarchie ou les membres de votre équipe se plaignent-ils de façon récurrente de vous ? Quelle mauvaise conséquence pourrait vous toucher dans un futur proche ?*

**Un outil efficace pour confirmer qui vous êtes, prendre conscience des opportunités ou des risques qui vous environnent.**

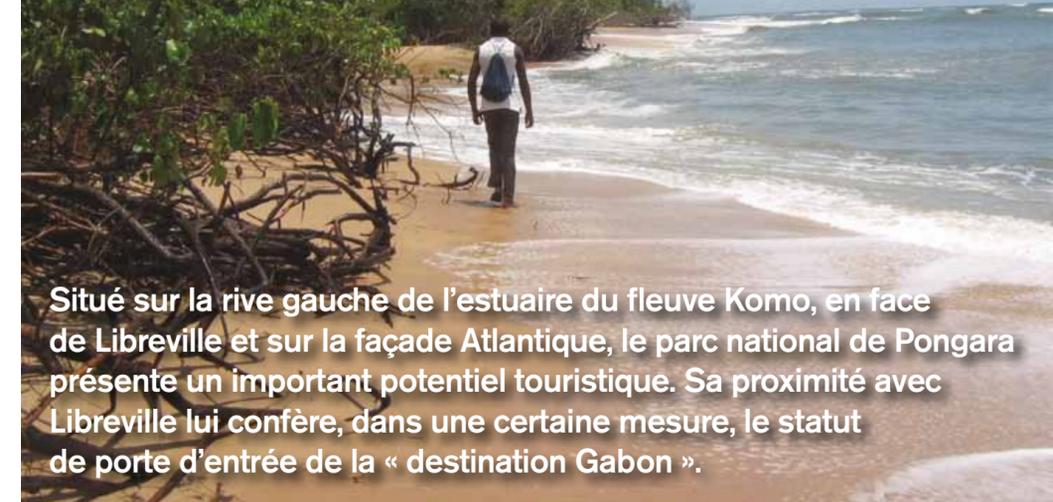
Une fois l'analyse SWOT achevée, relisez vos résultats et prenez conscience de votre état actuel. Déterminez le domaine dans lequel vous disposez du plus grand nombre d'éléments.

Si ce sont vos forces, prenez-en conscience afin de les utiliser pour vous créer des opportunités. Si ce sont vos opportunités, il faudra donc vous focaliser sur cet axe pour trouver le moyen d'en tirer avantage. Si ce sont les faiblesses, identifiez bien leur nature pour pouvoir commencer à les combler. Et si ce sont les risques ou menaces, il serait judicieux de repérer leurs sources de manière à anticiper leur impact négatif. L'essentiel de l'analyse SWOT consiste à définir un plan d'actions personnel qui vous permettra d'avoir une excellente visibilité du futur et de saisir les opportunités pour atteindre vos objectifs.

DORCAS MANOU LASME-ADOU

## Le parc national de Pongara

# Un écrin d'Or vert sous le nez de Libreville



Situé sur la rive gauche de l'estuaire du fleuve Komo, en face de Libreville et sur la façade Atlantique, le parc national de Pongara présente un important potentiel touristique. Sa proximité avec Libreville lui confère, dans une certaine mesure, le statut de porte d'entrée de la « destination Gabon ».

Pongara fait partie des treize parcs nationaux créés en 2002, qui représentant une emprise de 2 837 128 hectares, soit environ 10,6% de la superficie totale du territoire dont 129 307 hectares de territoire marin. Si le souci de conservation des espaces naturels, des espèces animales et végétales légitime la création de ce réseau des parcs, celle-ci s'inscrit également dans le cadre de la diversification de l'économie, dont le tourisme constitue un des pans importants.

### Des enjeux écologiques et économiques

Situé au cœur de la région guinéo-congolaise qui concentre de nombreuses espèces caractéristiques et endémiques, le Gabon abrite l'une des diversités biologiques les plus riches de l'Afrique centrale avec plus de 8 000 espèces végétales. La diversité des niches écologiques fait du Gabon une riche réserve d'espèces animales et végétales. De facto, ce potentiel confère au réseau des parcs nationaux un statut particulier dans l'exploitation des ressources écologiques et scientifiques. Des enjeux sous-tendus par des objectifs économiques. En effet, la contraction de la production pétrolière, qui représente plus de 70% des revenus d'exportation et 60% du budget de l'Etat, contraint le pays à diversifier son économie. Dans cette perspective, la valorisation stratégique des ressources naturelles renouvelables est une chance qu'il convient de faire fructifier. Comme l'affirme l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN), « l'enjeu premier attendu de l'exploitation des parcs nationaux est la diversification et la restructuration du tissu économique gabonais de façon à contrebalancer la part (...) du secteur pétrolier dans la richesse nationale en faisant émerger de nouveaux secteurs générateurs de revenus et en élargissant par la même occasion un mar-

ché de l'emploi de plus en plus étroit ». Le gouvernement parie sur le développement de l'industrie touristique pour atteindre cet objectif. Pongara peut-il concilier exigences écologiques et impératifs économiques ? C'est en tout cas le défi qu'il entend relever ce magnifique site écologique.

### Une nature préservée

Bien qu'il soit situé juste en face de Libreville, l'agglomération la plus peuplée du pays, Pongara n'a pratiquement pas souffert de cette proximité. La nature y demeure à l'état sauvage, avec plusieurs habitats naturels encore intacts. En effet, les 870 km<sup>2</sup> de cette niche écologique fascinent par la beauté de leurs écosystèmes composés de mangroves, lagunes, forêts, savanes, plages et parsemés de nombreuses rivières qui irriguent de nombreux marais d'eau douce.

Héritier de la quasi-totalité de la rive gauche de l'Estuaire du fleuve Komo et d'une partie de la façade Atlantique, le parc de Pongara concentre la plus grande surface de mangroves du Gabon. Ce réseau de mangroves, pratiquement intact, est stratégique pour la reproduction de poissons et de crevettes, abondants dans cette zone, ainsi que pour la nidification des oiseaux. C'est sans doute pour cette raison que le parc a été inscrit en 2007 sur la liste des zones humides d'importance internationale protégées par la convention de Ramsar.

Mais il n'y a pas que les mangroves qui soient dignes d'intérêt à Pongara, ses forêts comme ses savanes valent plus qu'un détour, sanctuaires des populations de petits singes, buffles, chimpanzés, éléphants, hippopotames et divers oiseaux. Quelques lamantins ont aussi pris possession des zones marécageuses, entre les palétuviers et la forêt inondée.

### Un sanctuaire en termes de biodiversité

L'autre atout touristique de Pongara, c'est la beauté de ses plages, qui va de pair avec l'at-

trisme pourrait engendrer un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 20 milliards de FCFA en prenant pour repère un million de FCFA par touriste et par semaine ».

Cette perspective a conduit plusieurs opérateurs économiques à entreprendre des investissements sur le terrain sous la supervision de l'ANPN afin de poser les jalons des infrastructures de base de l'écotourisme. Ces investissements doivent être conformes au plan d'aménagement défini par l'autorité du réseau des parcs. Le plan d'aménagement proposé par le Groupe Gabon Environnement (GGE), à financer par l'Etat, se chiffre à 57 223 600 FCFA. Il prévoit la construction d'un quartier administratif général, d'une base-vie, d'un accès au port, de circuits pédestres, de structures de navigation et débarcadère, etc.

Ce groupe a déjà réalisé plusieurs investissements, notamment à Wingomé Village où il a mis en place des infrastructures pour les recherches sur les tortues marines. Il s'agit entre autres d'un laboratoire, d'un bassin de quarantaine pour l'étude des pathologies des tortues marines et d'un musée dédié à la sensibilisation aux tortues.

### Un avenir prometteur

Des investissements ont également été réalisés dans le secteur de l'écotourisme, il s'agit notamment de la construction de neuf bungalows avec douche, WC, terrasse et climatisation ; dix-sept chambres avec les mêmes commodités, un restaurant paillote de 200 m<sup>2</sup>, une salle d'exposition sur l'art gabonais, une autre sur les parcs nationaux, deux salles de séminaire, une salle de jeux et un bar de plage. Le groupe a également acquis une pirogue pour la découverte de lagunes, des vedettes de pêche en mer et de découverte de mangroves, une vedette pour la découverte de baleines et le big game fishing.

En dépit de ces investissements, l'écotourisme n'est pas encore une réalité tangible à Pongara. Mais cette belle aire protégée et sauvage à souhait a tout pour devenir la porte de la destination Gabon. Elle attend avec impatience la massification des investissements retenus dans le cadre du plan d'aménagement du parc par l'ANPN pour passer à l'offensive dans la conquête du marché. Dans cette perspective, l'attractivité des structures de loisirs installées à la pointe Denis – à 6 km de Wingomé Village, qui reçoivent chaque semaine plusieurs milliers de visiteurs venus de Libreville – laisse présager un bel avenir à ce parc qui tend aux Librevillois ses mains bucoliques pour leur offrir une étreinte déstressante.

WILLIAM ONO MBA



**UBA Africash**  
L'Afrique... Unie par un service de transfert d'argent

- Transfert d'argent en temps réel
- Paiement en monnaie locale ou en devises

DÉJÀ DISPONIBLE DANS TOUTES LES AGENCES UBA À TRAVERS LE MONDE...

Afrique • Londres • New York • Paris

www.ubagroup.com Africa's global bank

# Koko Ndong,

ingénieur génie civil, manager de STS-Environnement

## « La concurrence entre les entreprises reste le seul moyen d'atteindre la perfection »

**Rencontre avec Koko Ndong qui œuvre au sein de la société STS-Environnement dont les travaux d'entretien routier de Medouneu viennent d'être salués par le programme d'appui à l'entretien routier gabonais (Perfed). Un programme financé par le 9<sup>e</sup> Fonds européen de développement de la Commission européenne.**



**Gabon Eco + : Comment accueillez-vous cette note d'encouragement du Perfed alors que vous n'avez pas encore achevé le chantier ?**

**Koko Ndong :** C'est un bon signe pour une PME gabonaise des travaux publics, et surtout dans le cadre de ces « chantiers écoles » qui permettent au Perfed, à la Commission de l'Union européenne – qui assure le financement et à l'assistant du programme, le groupement Louis Berger et Bceom –, d'évaluer nos performances. Cela signifie que mes collaborateurs et moi-même sommes sur la bonne voie. Je suis particulièrement heureux au regard des ambitions qui m'animent, de ma vision de l'entreprise, dans un marché public aussi concurrentiel que celui des travaux publics, où les PME/PMI peinent à s'imposer. Mes ambitions sont multiples et je voudrais faire de STS-Environnement une entreprise gabonaise compétitive. Ma vision est de la hisser au niveau des majors du secteur du bâtiment et des travaux publics. Notre réussite peut inciter les PME/PMI gabonaises à être de plus en plus dynamiques et performantes en profitant des chantiers écoles, afin de gagner la confiance de l'administration publique, des bailleurs de fonds et des établissements bancaires locaux, car nous voulons participer au développement économique de notre pays en créant de la richesse et des emplois.

**STS – Environnement est une PME multisectorielle. Quelles sont les raisons d'un tel choix ? Ce souci de**

**diversification de vos activités obéit-il à des critères de rentabilité ?**

**K. N. :** C'est une réponse aux objectifs précis que nous nous sommes fixés. Nous voulons être une entreprise citoyenne et pérenne, acquise aux normes internationales de bonne gouvernance d'entreprise, fiable, dynamique et capable de conquérir la confiance de ses partenaires. Nous diversifions nos activités pour consolider notre société et être à l'avant-garde dans le domaine des travaux publics et du développement durable. En clair, nous devons concilier le développement économique de notre pays et préserver notre environnement, salutaire pour les générations futures.

**Vous souhaitez allier la notion de progrès avec la défense de notre environnement. Qui êtes-vous réellement ?**

**K. N. :** Je suis Koko Ndong, Portgentillais, la quarantaine révolue. Je tire ma force tranquille et mon goût pour la perfection de mon arrière-grand-père, qui est d'origine italienne. C'est ainsi qu'après mes études au collège Raponda-Walker, j'ai choisi la branche du génie civil parce que je me voyais devenir un jour chef d'entreprise dans ce secteur. Mon rêve s'est aujourd'hui accompli. Mais avant d'y parvenir, j'ai travaillé comme

prestataire pour le compte de Elf Gabon. Pour moi, la compétitivité, la concurrence entre les entreprises reste le seul moyen d'atteindre la perfection et de gagner la confiance des partenaires et des bailleurs de fonds. Je vise d'ailleurs à ce jour la certification ISO pour mon entreprise.

**Quels sont les marchés des travaux publics que vous avez obtenus et sur lesquels vous opérez ?**

**K. N. :** Nous sommes adjudicataire des travaux de remise à neuf d'une partie du tronçon de 34,7 km sur l'axe Kougou-leu-Medouneu, avec deux autres PME gabonaises. Ces travaux sont financés par la Commission de l'Union européenne dans le cadre du 9<sup>e</sup> Fed. Ce chantier est actuellement en cours de réalisation. En outre, nous avons déjà construit des

voies pavées à Lambaréné et Mouila, et bien d'autres ouvrages. Par rapport à ces chantiers, nous observons une absence de visibilité, d'information dans le cadre du guichet unique des marchés publics. Nous aurions souhaité une large diffusion de la mission du guichet unique afin que les entrepreneurs gabonais, aussi bien de Libreville que de l'intérieur du pays, connaissent mieux la structure, son fonctionnement et les mécanismes d'attribution des marchés.

**Selon vous, il faudrait donc améliorer le fonctionnement et les mécanismes de ce guichet unique afin de répondre aux besoins des PME/PMI gabonaises ?**

**K. N. :** Il y a lieu d'établir un constat : les subdivisions des TP en zones rurales opèrent inefficacement et coûtent cher à l'Etat sur le plan du rendement du personnel et du matériel mis à leur disposition. D'où l'impérieuse nécessité de confier aux PME l'entretien exclusif des routes rurales sous la supervision et le contrôle des techniciens des TP en poste dans les subdivisions. Le matériel existant devrait soit être loué aux PME ou cédé à celles retenues pour exécuter ces ouvrages en soutien logistique, à concurrence d'un coût sur la valeur des marchés annuels qui leur sont attribués. Ce serait une forme de sous-traitance pour le traitement des bourbiers, des ouvrages en génie civil et pour les autres travaux réguliers d'ensollement des voies latérales et de reprofilage. Il existe bien d'autres mécanismes de sous-traitance à explorer par l'Etat en faveur des PME/PMI gabonaises avec les majors des secteurs des BTP, du pétrole, de l'exploitation forestière, de la pêche, etc.

**Quelles sont vos suggestions pour aider les PME gabonaises à se développer et à devenir de plus en plus performantes ?**

**K. N. :** Il faudrait d'abord une volonté politique clairement définie pour inciter à la création, au soutien et à l'encadrement des PME/PMI gabonaises. Ensuite, nous suggérons que les missions des institutions étatiques comme Promogabon et Fodexe soient repensées et recadrées pour coller aux réalités du terrain. C'est dire que désormais, l'action du ministère en charge des PME/PMI doit se centrer sur la traçabilité des PME créées et opérationnelles sur les chantiers, et sur la formation et le renforcement des capacités des promoteurs gabonais. Sur le plan du financement des PME, l'Etat peut servir dans un premier temps de partenaire « caution solidaire » auprès des institutions financières à travers un organisme à capitaux risques et assurance.

Par ailleurs, la fusion, par exemple de Promogabon et du Fodexe, en un seul établissement d'assurance à capitaux risques – chargé de l'encadrement et de la formation des promoteurs, dotée d'une banque de données à la portée des PME/PMI gabonaises – serait plus efficace et économiquement rentable. Cela permettrait une grande visibilité des mécanismes d'éligibilité des institutions financières internationales. Enfin, il faut que l'Etat mette en

place un fonds de garantie et de soutien aux PME/PMI à travers cette structure à capitaux risques avec une bonne assurance et des critères de suivi et d'accompagnement des projets en entreprise. Une telle initiative donnerait confiance aux établissements bancaires locaux pour accompagner financièrement les PME/PMI dans leur développement et leur besoin de croissance. Si les banques sont frileuses à l'idée d'apporter leur appui financier aux PME gabonaises, c'est parce qu'il existe des précédents que nous ne pouvons pas nier. N'est pas entrepreneur qui veut.

**Le refrain habituel, c'est que les PME/PMI gabonaises ne sont pas assez performantes, tant sur le plan technique que sur celui des ressources humaines...**

**K. N. :** C'est un faux procès car l'exception ne confirmant pas la règle, il existe bien des PME/PMI gabonaises sérieuses, performantes et dynamiques qui exécutent les travaux qui leur sont confiés dans le strict respect du cahier de charges, des délais et des normes techniques en vigueur. L'entrepreneur gabonais est devenu mature en raison des précédents vécus et des pseudo-promoteurs qui se recrutaient dans la classe politique. Aujourd'hui, nous avons tous droits aux mêmes opportunités que les majors. Que l'on nous mette simplement à l'épreuve...

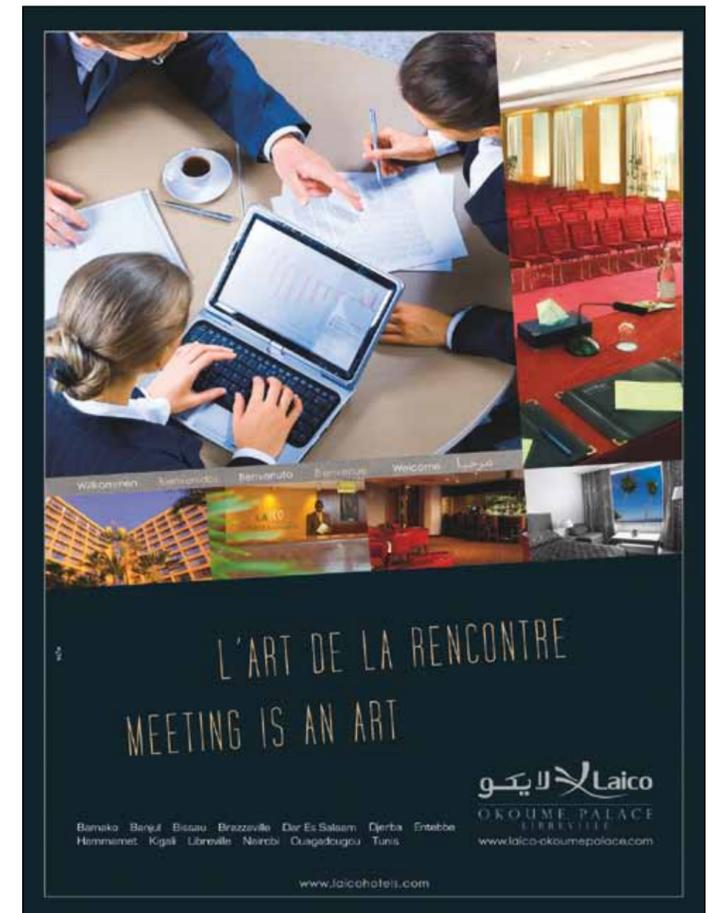
**Que conseillerez-vous aux autres promoteurs gabonais qui sont déjà en activité dans le secteur des PME/PMI et à ceux qui voudraient y exercer ?**

**K. N. :** Travail, persévérance, endurance, abnégation, dynamisme, performance et recherche de l'excellence ! Ce sont les principes de base de la réussite. Malheureusement, certains pensent qu'en devenant entrepreneur et propriétaire d'une entreprise, ils seront à l'abri des besoins élémentaires de la vie. Or le réveil est difficile car le sommeil est très court et les marges de manœuvre infimes en raison d'une lutte permanente pour sa survie. Il faut être prêt à relever tous les défis, être patient et oser, car qui n'ose pas n'a rien. Celui qui n'observe pas cette ligne de conduite n'a plus qu'à plier bagage.

**Vos activités se déroulent également dans le domaine de l'environnement. Quelle est donc votre spécificité dans ce secteur et quel sens donnez-vous à la préservation de notre environnement ?**

**K. N. :** Sachez que les différentes activités économiques, industrielles et humaines ont une influence directe sur notre environnement immédiat et sur notre vie. C'est donc par souci du bien-être, de la protection de la nature, de la santé de l'homme et des êtres vivants en général que nous procédons à la dépollution et au nettoyage industriel pour contribuer à la préservation de notre environnement. Nous intervenons également dans la création et l'aménagement des espaces verts. Par conséquent, l'application rigoureuse des règles d'hygiène, de sécurité et de respect de l'environnement constitue notre grande priorité.

PROPOS RECUEILLIS PAR NELTOH NARGO



# ALUMINIUM

Une explosion de couleurs

## La Tôle, la Qualité !

SIMPLES À POSER

# SOTRALGA

- Bac alu
- Tôles ondulées
- Fatières
- Fixations

# Pétrole : cap sur l'offshore !



**Alors que la baisse de production nationale et le spectre mondial du *peak oil* font craindre un épuisement programmé de l'or noir, tout porte à croire que la ressource a encore de beaux jours au Gabon, grâce notamment aux profondeurs encore inexplorées de ses eaux territoriales.**

Depuis le pic de 1997, où la production nationale avait atteint 371 000 barils par jour (b/j), la production pétrolière gabonaise a régulièrement baissé jusqu'à se stabiliser autour de 250 000 b/j depuis 2007. Des chiffres qui font craindre un épuisement progressif des réserves nationales, d'autant que la dernière découverte majeure dans le pays a été réalisée par Shell Gabon, en 1985, avec le champ de Rabi Kounga,

au potentiel estimé à 1,2 milliard de barils. Pourtant, dans les coulisses du secteur, tant du côté des opérateurs que des autorités, les perspectives sont plutôt encourageantes et les moyens mis en œuvre laissent penser que le pétrole n'a pas fini de couler au Gabon.

## Un nouvel environnement législatif et fiscal

Plusieurs facteurs permettent en effet de prévoir un nouvel âge d'or pétrolier au

Gabon, situé en plein cœur du golfe de Guinée, où, affirme l'ancien vice-président américain Dick Cheney, les Etats-Unis devraient concentrer leurs efforts de recherche, puisque cette province pétrolière serait appelée à devenir l'une des plus importantes du monde avec 24 milliards de barils en réserve et un offshore très prometteur. Et sur ce dernier point, le chef de division communication de Total Gabon, Jules Maurice Berre, souligne que « *le Gabon ne*

*s'est pas encore lancé dans l'exploitation de son offshore profond, à l'instar d'autres pays producteurs de pétrole du golfe de Guinée tels que le Nigeria, l'Angola et le Congo qui y ont réalisé leurs découvertes pétrolières les plus importantes* ».

Qu'à cela ne tienne, le gouvernement gabonais a lancé en mai 2010 un appel d'offres pour 42 blocs pétroliers en eaux profondes et très profondes. Ces blocs pétroliers présentent une superficie de 108 000 km<sup>2</sup>, et « *la géologie de l'offshore profond et très profond du Gabon présente les mêmes caractéristiques que celle de la Guinée équatoriale. Conséquence : les chances d'une importante découverte sont grandes* », souligne un géophysicien gabonais. Reporté à deux reprises en raison de l'engouement des compagnies internationales, l'appel d'offres a finalement été abandonné fin 2010 au profit d'ententes de gré à gré avec les opérateurs. « *L'exploration en mer profonde et très profonde demande de grands investissements, avec un niveau de risque élevé. Nous avons souhaité discuter directement avec les sociétés intéressées pour qu'elles apprécient librement ces risques avant de s'engager* », expliquait Julien Nkoghe Bekalé, alors ministre du Pétrole.

Un changement de stratégie qui s'explique également par la réforme du secteur pétrolier engagée par les autorités. Lors de son allocution au sommet sur le pétrole au Cap (Afrique du Sud), en novembre dernier, le ministre Nkoghe Bekalé avait en effet annoncé qu'« *en vue de promouvoir la recherche dans ces zones dites "frontières", le gouvernement envisage d'offrir pour l'exploration de son bassin profond et très profond un environnement institutionnel, législatif et fiscal plus attractif, compétitif et sécurisé* ». Il s'agit en fait de la mise sur pied de la nouvelle compagnie nationale du pétrole ainsi que du nouveau Code des hydrocarbures, qui devraient voir le jour d'ici quelques mois. Le Code minier actuellement en vigueur a été élaboré en 1962 et ne régit que les activités d'exploration et de production en onshore et en offshore conventionnel. Le nouveau devrait notamment prendre en compte l'offshore non conventionnel.

## Une concurrence forcenée entre les groupes pétroliers

En Afrique du Sud, le ministre gabonais du Pétrole a rencontré les représentants de plusieurs grandes compagnies, dont les américaines Chevron, Exxon et Anadarko, ainsi que le géant brésilien Petrobras. Le français Total et l'anglo-néerlandais Shell sont actuellement les deux plus gros exploitants de pétrole gabonais, mais « *le Gabon n'est la chasse gardée de personne. Nous sommes ouverts à tous les partenariats gagnant-gagnant* », a ainsi rappelé le ministre gabonais du Pétrole en Afrique du Sud. Face à l'engouement des grandes compagnies pour l'appel d'offres annoncé en mai 2010, le gouvernement avait par ailleurs chargé

Le *Tableau de bord de l'économie*, publié en janvier dernier, annonce une embellie pour le secteur pétrolier avec une production qui s'est élevée à 12,2 millions de tonnes en 2010, contre 11,8 millions de tonnes en 2009. Selon les prévisions, le prix du baril de pétrole gabonais atteindrait 66,7 dollars l'année prochaine contre 58,8 dollars en 2010.

le ministre « *d'engager un plan de marketing du domaine pétrolier gabonais sur les places financières de Paris, Houston, Singapour, Londres et Calgary (Canada)* ». Une politique payante puisque dès juillet 2010, les délégations des grands groupes pétroliers se bouscailaient déjà au Palais du Bord de mer à Libreville pour rencontrer les autorités gabonaises. A l'immeuble du Pétrole à Libreville, on annonce déjà discrètement que trois blocs en mer profonde, qui seraient baptisés « *Gryphon* », auraient déjà trouvé preneurs et que les tractations sont en cours pour l'établissement du contrat d'exploration et de partage de production.

## Dès juillet 2010, les délégations des grands groupes pétroliers se bouscailaient déjà au Palais du Bord de mer à Libreville pour rencontrer les autorités gabonaises.

De leur côté, les poids lourds historiques, Total et Shell, mettent déjà en œuvre de gros moyens pour partir à la conquête de l'offshore profond et très profond. Un ingénieur de la direction des Hydrocarbures avance à cet effet que « *d'ici fin 2011, il y aura certainement les premiers forages sur les blocs BC9 et BCD10 de Shell et sur le permis Diaba de Total* ».

En juillet 2010, Total Gabon annonçait déjà une enveloppe de 1,4 milliard d'euros (917 milliards de francs CFA) pour l'extension du champ offshore d'Anguille, au large de Port-Gentil. En attendant les nouvelles découvertes des profondeurs des eaux territoriales gabonaises, il faut maintenir le niveau de la production nationale, voire l'améliorer, notamment en optimisant l'exploitation des puits déjà existants. Le retour à ces anciens puits se justifie d'autant plus qu'ils renferment encore 70 à 75% de brut, après une première exploitation au cours de laquelle on

recupère rarement plus de 30% du contenu d'un puits. Grâce aux nouvelles techniques d'exploitation actuellement en vigueur, on peut aller au-delà de 30 ou 35% dans la récupération du brut.

## Soutenir la production

Les autorités gabonaises parient également sur la mise en valeur des champs marginaux. A Koula, un petit village du département de Ndolou (province de Ngounié, dans le sud du Gabon), le président Ali Bongo Ondimba vient d'inaugurer, le 10 décembre dernier, un nouveau champ pétrolier. Avec des réserves estimées à 64 millions de barils dont 40 millions récupérables, ce champ présente des perspectives modestes. Mais le chef de l'Etat a justifié son déplacement à Koula par la nécessité de « *soutenir une industrie très importante (...) et indiquer [son] optimisme quant à la vitalité du secteur* ». Le champ présente une capacité

de 18 000 barils par jour au démarrage, prévue pour se stabiliser à 25 000 barils/jour dans sa phase de production normale. « *Ce que nous accomplissons aujourd'hui est l'aboutissement heureux de cinq années de travail intense* », a souligné Adrian Drewett, directeur général de Shell Gabon. Un investissement de 250 millions de dollars (126,7 milliards FCFA) pour ce puits qui pourrait doper la production nationale de 10%. Le site est opéré par Shell Gabon, Sinopec et Addax Petroleum Gabon, le groupe suisse récemment racheté par le chinois Sinopec. La présence du chef de l'Etat à l'inauguration de ce champ « *mar-*



Les importants investissements qui doivent être consentis pour l'exploration en mer profonde et très profonde supposent, pour les compagnies, d'apprécier les risques encourus. Le système d'entente de gré à gré devrait leur permettre de mieux peser leur engagement.

ginal » trace en filigrane la nouvelle politique des autorités pour booster ce secteur. « *Nous avons initié une politique fiscale particulièrement incitative en direction des entreprises juniors pour favoriser le développement des champs marginaux. Et*

*c'est cette politique qui nous permet aujourd'hui de maintenir le niveau de la production. Car parfois les majors se désintéressent de ces champs qu'elles estiment peu rentables* », avait alors expliqué Julien Nkoghe Bekalé.

## Des nouveaux partenaires ?

### CHEVRON CORPORATION

Le géant pétrolier Américain, deuxième derrière Exxon-Mobil et présent dans plus de 180 pays à travers la planète, a clairement manifesté son intérêt pour l'ouverture du bassin sédimentaire en eaux profondes et ultra-profondes au large du Gabon. Très implantée en Angola et au Nigeria, Chevron Corporation pourrait bientôt poser un pied au Gabon. Accompagné de ses techniciens, le vice-président exploration de la division Afrique et Amérique latine, Paul M. Haryott, était à Libreville en juillet dernier pour s'entretenir avec les autorités gabonaises sur les contours techniques et législatifs du secteur pétrolier gabonais. Paul M. Haryott a indiqué que Chevron Corporation, qui n'était pas jusque-là intéressé par le marché gabonais, trouve dans l'ouverture de ces blocs pétroliers offshore une opportunité d'investir dans ce secteur. Chevron Corporation est la quatrième compagnie pétrolière au niveau mondiale derrière BP, Shell et Exxon Mobil. Basée en Californie, elle est présente dans plus de 180 pays et œuvre dans chaque aspect de l'industrie du pétrole et du gaz : exploration et production, raffinage, vente et transport, fabrication et ventes de produits chimiques ainsi que la production d'électricité.

### IFD KAPITAL

Une importante délégation de ce groupe pétrolier russe s'est entretenue en avril 2010 avec les autorités gabonaises suite à la mise aux enchères des 42 blocs librés d'exploration en eau profonde et très profonde du bassin sédimentaire pétrolier national. IFD Kapital, qui a manifesté sa volonté d'investir au Gabon à hauteur de 100 millions de dollars, est l'un des plus grands groupes financiers en Russie avec un capital

de 10 milliards de dollars américains. IFD Kapital, qui est l'un des plus grands groupes d'exploration et d'exploitation du pétrole au monde et compte plus de 7 000 employés, exploite déjà le pétrole dans d'autres pays et produit 700 millions de barils de pétrole par an. Sur le continent africain, le groupe IFD est présent au Ghana et en Côte d'Ivoire. Selon la présidente du groupe, Olga Plaksina, IFD Kapital entend explorer et exploiter le bloc « *Antone Marin* », situé en eau profonde au large de Port-Gentil (sud-ouest du pays). Ce bloc appartenait à l'entreprise américaine Vaalco. « *Nous avons l'intention de découvrir du pétrole en mer profonde au Gabon et d'explorer d'autres secteurs de l'économie* », avait alors déclaré Olga Plaksina.

### MITSUBISHI

Le constructeur automobile nippon serait intéressé par l'exploration pétrolière dans l'offshore profond gabonais, dans le cadre de la politique de diversification initiée par le groupe. Le 16 février dernier, une délégation du groupe a manifesté son intérêt pour l'exploration pétrolière en eaux profondes et très profondes. Emmenés par l'ambassadeur du Japon au Gabon, Motoi Kato, les représentants du constructeur automobile nippon ont été reçus par le nouveau ministre gabonais des Mines, Alexandre Barro Chambrier. Le directeur général de Mitsubishi Gabon, Toshimitsu Yagi, a souligné que le groupe « *a une riche expérience pour avoir travaillé en Malaisie et au Qatar. Il connaît parfaitement ce type de dossier et est très compétent* ». « *Les aspirations du Japon sont d'intensifier la coopération nippo-gabonaise qui s'étend dans plusieurs secteurs, entre autres dans le domaine des mines, dont le ministère de tutelle a pour objectif de diversifier ses partenaires. Le Japon, en tant qu'importateur de ressources minières gabonaises est parfaitement conscient*

*de l'importance de la coopération dans ce secteur* », a également indiqué l'ambassadeur nippon. Dans cette perspective, des hommes d'affaires du groupe Mitsubishi sont attendus à Libreville dès mars prochain pour négocier avec les autorités gabonaises une part des 42 blocs pétroliers en eaux profondes et ultra-profondes qui s'étendent sur 108 000 km<sup>2</sup> au large des côtes gabonaises.

### SINOPEC

Les responsables de la société chinoise ont été reçus le 7 septembre 2010 par le ministre des Mines, Julien Nkoghe Bekalé, pour discuter de l'ouverture des 42 blocs pétroliers en offshore profond et ultra-profond. « *Nous allons participer à l'appel d'offres concernant les blocs pétroliers. C'est une opportunité qui s'offre à nous* », avait alors déclaré Su Shulin, le président de Sinopec. Même si l'appel d'offres a été annulé au profit d'accords gré à gré avec les opérateurs, Sinopec reste dans la course. Le géant chinois du pétrole a racheté début 2010 le groupe suisse Addax (déjà présent au Gabon) et serait actuellement en train de restructurer la filiale gabonaise à Port-Gentil. China Petroleum & Chemical Corporation, appelé Sinopec, se positionne comme le premier groupe pétrolier du continent asiatique. Le groupe chinois fournit 80% des carburants utilisés dans le pays. Plus des trois quarts de ses revenus proviennent des activités de raffinage. Contrairement aux autres grands groupes mondiaux, Sinopec a souffert de la flambée des cours de l'or noir début 2008. Le gouvernement de Pékin, par ailleurs actionnaire principal du groupe, avait en effet interdit aux compagnies pétrolières de repercuter l'augmentation du prix du brut à la pompe. Résultat : si son chiffre d'affaires a poursuivi sa croissance l'an passé, son résultat net s'est effondré de près de moitié.

M. A.

## Pour un contrôle optimal de la manne pétrolière

A l'occasion du Conseil des ministres tenu à Port-Gentil en mars 2010, le président Ali Bongo Ondimba avait annoncé la création d'une nouvelle compagnie pétrolière nationale pour défendre les intérêts du Gabon dans ce secteur. Comme dans la quasi-totalité des pays producteurs de pétrole, la compagnie pétrolière nationale doit permettre au Gabon de « contrôler la participation de l'Etat dans les sociétés pétrolières, gérer l'exploration et l'exploitation ainsi que la distribution », annonçait déjà le communiqué final. La Gabon Oil Company (GOC) viendra donc combler le vide laissé il y a une vingtaine d'années par Petrogab, dissoute en raison d'une gestion peu probante. Un chantier des plus laborieux dans un secteur vital pour l'économie nationale, mais résolument nécessaire.

Le code minier du pays prévoit en effet un partage systématique de toute la production entre l'Etat et les investisseurs privés. Mais depuis la dissolution de Petrogab, la part de production qui revient au pays est gérée et commercialisée par les multinationales ou par les sociétés spécialisées dans le trading, qui prélèvent une commission sur les ventes. Un premier manque à gagner pour les caisses de l'Etat, que devrait tenter de résorber la GOC. Et pour conserver un climat d'affaires attractif avec les opérateurs du secteur, « l'Etat devrait mener une opération de communication de manière à rassurer ces entreprises », rassure un cadre du ministère du Pétrole. En tout peu probante. Un chantier des plus laborieux dans un secteur vital pour l'économie nationale, mais résolument nécessaire.

des grands fonds marins, pour lesquels de nombreuses majors internationales ont déjà manifesté un grand intérêt. Le gouvernement envisagerait en effet de détenir 62% de ces blocs, plus de 12% de plus que la moyenne de ses participations dans les champs actuellement opérés. Les premiers résultats des études sismiques devraient être révélés dans le courant de ce mois. « Avec le concours de la société Samsung, la Corée a une expérience en la matière. Nous avons techniquement assisté le Ghana à construire une raffinerie moderne. Nous pensons premièrement à une usine de raffinage moderne, à base de technologies ultramodernes », a affirmé Seong-Jin Kim, le nouvel ambassadeur coréen au Gabon. « Le Gabon exprime un besoin sur la question, nous pensons que nous pouvons l'accompagner dans la construction d'une nouvelle usine à Libreville. Le gouvernement coréen est prêt à

partager la technologie en opérant un transfert de technologies, de hautes technologies vers le Gabon », a ajouté le diplomate. A long terme, et si le pays développe l'expertise nécessaire, l'Etat gabonais pourrait même se lancer via la GOC dans l'exploration, comme en Angola où la société nationale du pétrole (Sonangol) a développé des compétences solides à tous les niveaux du secteur. Mais pour relever ces grands défis, essentiels à l'émergence tant souhaitée par le nouvel exécutif, la GOC aura tout intérêt à demeurer une structure publique, mais gérée selon le droit privé. Comme sa grande sœur du Nigeria (1<sup>er</sup> producteur africain), la Nigeria National Petroleum Company (NNPC), qui l'a compris en lançant une grosse restructuration interne visant à mettre un terme à une gestion calamiteuse ayant entraîné des dettes abyssales.

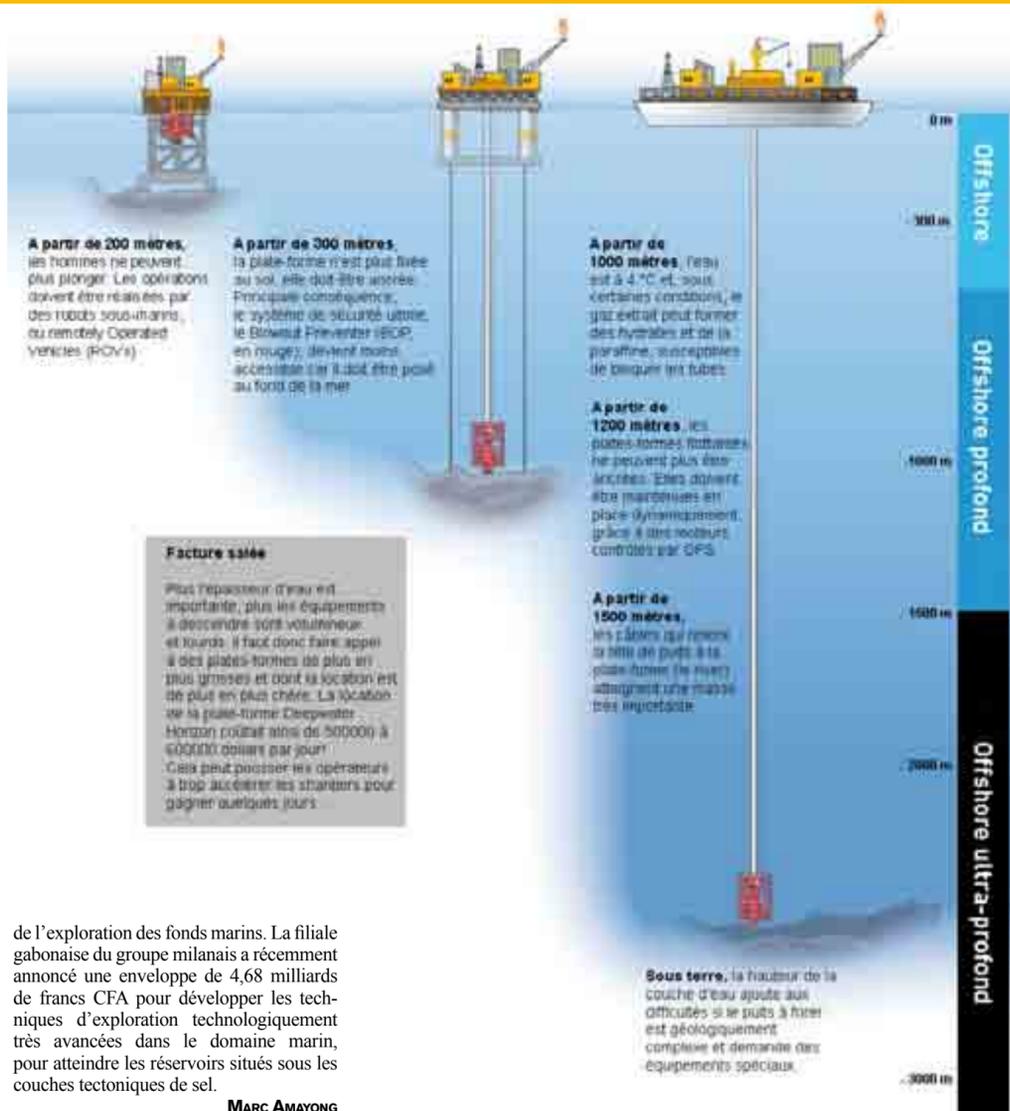
M. A.

### Valoriser tous les champs pétroliers

On se rend compte aujourd'hui que l'opulence des années 1990 a peut-être fait oublier l'importance d'aller chercher le pétrole partout où il se trouve et de ne pas seulement attendre la « découverte du siècle ». De troisième producteur de pétrole en Afrique subsaharienne, le Gabon a aujourd'hui été relayé à la sixième place avec la baisse significative de la production nationale. Or si des pays comme le Nigeria (1<sup>er</sup> producteur africain) demeurent des puissances pétrolières, c'est bien le résultat de la mise en valeur de tous les champs pétroliers, même les plus modestes. Les dirigeants de Shell Gabon annoncent déjà que non loin de Koula, un autre petit gisement de 3 millions à 4 millions de barils pourrait entrer en production dans les cinq prochaines années.

Total Gabon aussi a annoncé il y a peu que les autorités gabonaises avaient approuvé ses prises de participation dans trois permis d'exploration à terre du bassin sédimentaire gabonais. Ces autorisations concernent tout d'abord une participation de 50% dans le permis « Mutamba-Iroru » aux côtés de la compagnie Vaalco. Ce permis, qui s'étend sur une surface de 1 094 km<sup>2</sup>, est situé dans le sud du Gabon, à proximité des installations de production du champ d'Atora opérées par Total Gabon. Par ailleurs, il s'agit d'une participation de 30% dans le permis « DE7 » auprès de Perenco. Situé dans la région d'Omboué, au centre du Gabon, ce permis couvre une superficie de 2 175 km<sup>2</sup>.

Enfin le Gabon autorise Total à prendre une participation de 20% dans le permis « Nziembou » aux côtés de Perenco et Tullow. Ce permis, situé à proximité du champ de Rabi, s'étend sur 1 026 km<sup>2</sup>. Pour Marc Blaizot, directeur géosciences de la branche Exploration & Production de Total, « ces acquisitions témoignent de la volonté de Total de relancer son programme d'exploration du domaine minier gabonais terrestre, particulièrement dans les zones de transition sous-explorées ». L'italien ENI ne devrait pas non plus rester en marge



MARC AMAYONG

# A quand une élite gabonaise du pétrole ?

Contrôler la manne pétrolière, s'impliquer à tous les niveaux de la production, du raffinage, de la distribution, il s'agit bel et bien de faire du Gabon un véritable empire de l'or noir. Mais sur quels ressources humaines le pays peut-il compter pour le construire ?



Le futur Institut du pétrole, fruit d'une convention entre l'Etat gabonais et le groupe Total, assurera des formations dans les domaines de l'exploration, l'exploitation, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures. De quoi répondre aux besoins en personnel et promouvoir les compétences locales, notamment pour occuper des postes de cadre.

La compétence reste un problème majeur dans le développement du secteur pétrolier. Le Gabon manque encore cruellement de cadres expérimentés pour relever tous les défis de ce secteur « clé de voûte » de l'économie nationale. Le Gabon « est actuellement très faible par rapport au poids que représente le secteur dans l'économie du pays, (...) et nous nous retrouvons souvent dans une situation embarrassante quand, face aux entreprises pour lesquelles nous travaillons, le gouvernement de notre pays n'avait pas de répondant », avoue un ancien cadre gabonais d'Elf Gabon (devenu Total).

### Un partenariat avec Total Gabon

Les majors historiques, Total et Shell, ont pourtant valablement développé des

programmes de formation des nationaux, mais ces compétences sont inscrites dans un plan de carrière au sein de ces compagnies et ne suffiront certainement pas à l'Etat pour reprendre les rennes de l'aventure pétrolière. Lors de l'annonce de la création de la GOC, le 4 mars 2010 à Port-Gentil, le président Ali Bongo avait également annoncé tambour battant la création d'un Institut supérieur de formation aux métiers du pétrole et du gaz. « Ce projet, dont le financement est disponible par le biais de

Basé à Port-Gentil, l'Institut du pétrole et du gaz dispensera un enseignement en formation initiale et continue.

la Banque islamique de développement (BID), vise à faire de Port-Gentil un pôle d'excellence en matière de formation dans

ce domaine et à renforcer les capacités des jeunes gabonais en vue de leur intégration dans les entreprises pétrolières », avait ainsi expliqué le chef de l'Etat. Près d'un an après cette annonce, le projet vient de connaître une avancée concrète avec la convention de partenariat public-privé qui vient d'être signée entre l'Etat gabonais et la multinationale française du pétrole To-

tal. Cette convention donne mandat à Total Gabon pour la mise en place et l'adoption des statuts du futur Institut du pétrole et du gaz (IPG). Cet institut, qui sera basé dans la ville pétrolière de Port-Gentil, doit dispenser un enseignement technique, professionnel et supérieur en formation initiale et continue dans les domaines de l'exploration, l'exploitation, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures, selon la convention de partenariat public-privé signée au cours d'une assemblée générale constitutive, les 14 et 15 février dernier à Libreville. L'Etat gabonais et Total Gabon ont qualité de membres fondateurs de l'IPG, qui comprend également des membres associés contribuant financièrement ou matériellement au fonctionnement de l'institution.

### Un master qualifiant à la « ENI Corporate University »

De son côté, la compagnie pétrolière ENI Gabon a lancé le « Programme citoyen » qui prévoit la formation des étudiants gabonais et cadres du ministère du Pétrole aux métiers de l'exploration pétrolière. Pour la compagnie italienne, il s'agit de créer « une élite dans le domaine du pétrole ». « Partout où nous opérons en Afrique, nous engendrons une élite. On accorde beaucoup d'attention à la formation du personnel et du transfert des technologies. Dans plusieurs nations dans lesquelles nous opérons, nous faisons de la formation », a expliqué le directeur Afrique du groupe, Roberto Casula. Depuis 2010, cette campagne de formation repose d'abord sur un partenariat entre la compagnie pétrolière et l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM) qui permet l'encadrement des étudiants en fin de cycle en géologie, grâce notamment à une assistance technique d'ENI Gabon pour les activités sur le terrain. Le partenariat prévoit également la formation des étudiants diplômés de l'USTM à Milan, en Italie, dans le domaine de l'ingénierie de maintenance.

Le projet repose également sur la formation de certains cadres du ministère du Pétrole grâce à la « ENI Corporate University », située à Milan, et qui délivre un master en Economie pétrolière. Les bénéficiaires de ces programmes seront sélectionnés par concours à la direction d'ENI Gabon. Une initiative qui devrait être profitable aux bénéficiaires gabonais dans le cadre de la mise en exploration des grands fonds marins gabonais, puisque ENI a déjà annoncé la couleur sur ce dossier. L'été dernier, la compagnie a été l'une des premières à annoncer un investissement important de 4,68 milliards de francs CFA pour développer les techniques d'exploration technologiquement très avancées dans le domaine marin pour atteindre les réservoirs situés sous les couches tectoniques de sel. Le groupe ENI, qui est né après la Deuxième Guerre mondiale, totalise aujourd'hui plus de 60 ans de présence en Afrique. Implantée au Nigeria, au Congo et en Angola, la compagnie y produit plus d'un milliard de barils par jour, ce qui représente plus de 60% de sa production.

MARC AMAYONG

# Les avancées technologiques

**Loin de la période où l'on prospectait grâce à des affleurements et où l'exploitation ne pouvait se faire qu'à quelques mètres de profondeur, l'industrie pétrolière est aujourd'hui à la pointe de la technologie. Des avancées considérables ont été réalisées dans l'exploration comme dans la production, permettant d'exploiter des gisements de plus en plus profonds.**

Les conditions climatiques de nombreuses zones pétrolières, leur éloignement des zones habitées, ainsi que la mise en œuvre de techniques de plus en plus sophistiquées par des personnels qualifiés se traduisent par des coûts d'exploration très élevés en ce qui concerne le forage du sous-sol. En conséquence, les compagnies pétrolières et les sociétés de services pétroliers comme Halliburton aux États-Unis ou Schlumberger, société d'origine française, se sont dès l'origine attachées à accroître et valoriser au mieux le stock de connaissances géologiques de façon à ne réaliser des forages d'exploration qu'à coup sûr.

## De la physique à l'informatique

Jusque dans les années 1930, ce sont les indices de surface qui déclenchaient l'exploration concrète des gisements par des forages. Mais dès cette époque, les sciences physiques furent mobilisées, notamment le sismographe, qui date de 1914 ; le logging de puits, c'est-à-dire la collecte de données géophysiques (1924) ; et la sismique ponctuelle (1930). Cet ensemble de données conduisait alors à des représentations à une dimension du sous-sol. Dans les années 1940-1950, la phase d'amélioration des techniques d'exploration a correspondu aux nouveaux acquis de la géophysique, aux méthodes de datation et aux progrès effectués dans les techniques classiques. À partir des années 1960, les avancées de l'informatique et de la représentation du sous-sol, la diagrapie, les analyses stratigraphiques, la sismique en trois dimensions (1983) puis la sismique « 4D358 » et le développement des forages directionnels permirent d'accroître sensiblement les performances de l'exploration. Aujourd'hui, les bassins sédimentaires, où la présence de pétrole est la plus probable, et les réservoirs eux-mêmes sont modélisés en trois dimensions, de même que la localisation et les mouvements des fluides. Grâce à un couplage étroit de la géologie et de l'exploration pétrolière, les campagnes d'exploration sont plus rapides et moins coûteuses. Ces progrès technologiques donnent une forte probabilité aux évaluations de réserves non encore découvertes dont le total s'élève à plus de 900 milliards de barils, soit trois quarts des réserves prouvées.

## Des explorations de plus en plus profondes

Des progrès ont également été effectués pour l'extraction de pétrole en mer. L'offshore est un territoire très anciennement connu des compagnies pétrolières, puisque les premiers forages en mer ont été réalisés en 1923 en mer Caspienne et sur le lac Maracaibo au Venezuela. Les années cinquante ont vu la mise au point des premières grandes plates-formes dans le golfe du Mexique. Les années soixante-dix sont celles de l'exploitation des gisements de la mer du Nord. Les nouvelles technologies du pétrole ont permis que les records d'exploitation en mer profonde soient régulièrement battus. Les records d'extraction de pétrole en mer sont passés de 312 mètres de profondeur d'eau en 1978, à 752 m en 1991 (Brésil), 1 650 m en 1997 (États-Unis), 1 853 m en 2000 (Brésil) et

2 316 m en 2004 (États-Unis). Grâce à des avancées techniques de tous ordres, près du tiers du pétrole consommé chaque année dans le monde provient aujourd'hui de zones immergées. Les coûts de développement des gisements à plus de 200 mètres ont été réduits d'un facteur 5. Même sous plus de 1 000 mètres d'eau, les coûts techniques sont inférieurs à 10 dollars le baril. Par ailleurs, une part très importante (23%) des réserves prouvées de pétrole se trouve en offshore et une part encore plus importante (42%) des réserves prouvées de gaz naturel. Ceci conduit à repousser encore les limites techniques et à travailler sur l'offshore ultra-profond, c'est-à-dire les zones situées par plus de 1 500 mètres d'eau. Susceptibles

de contenir des réservoirs géants comme ceux découverts au large de l'Angola, plusieurs grands bassins retiennent l'attention des géologues, comme les golfes de Guinée et du Mexique, le nord de la mer du Nord, les côtes du Brésil, de l'Australie et de la mer de Chine. Après avoir résolu les problèmes d'exploration et de forage à plus de 1 500 mètres d'eau, il reste à perfectionner les techniques de production.

## Des limites liées aux coûts de l'exploitation

Les plates-formes utilisées jusqu'à 1 200 mètres de profondeur d'eau appartiennent

à la technologie dite *tension leg platform*, où la plate-forme, qui repose sur de grands cylindres immergés, est accrochée au fond par des liens verticaux. Au-delà de cette profondeur, il faut utiliser la technique des plates-formes flottantes FPSO (*Floating production storage and offloading*), amarrées par une série de lignes d'ancrage obliques garantissant leur stabilité au-dessus du point d'extraction malgré le vent et les courants.

En raison de leur longueur, les ancrages seront allégés grâce à l'utilisation de fibres synthétiques au lieu de chaînes métalliques. De même, le poids des tubes conducteurs, pour les forages ou la production, est réduit par des matériaux composites. Un autre problème difficile est celui de la température, de 4°C au-dessous de 1 500 mètres de profondeur, alors que le pétrole, sort du sous-sol à 80 ou 100°C et doit être conservé aussi chaud que possible pour éviter le

dépôt sur le tube de production de paraffines ou d'hydrates de carbone. Autre technique envisagée, la séparation, avant remontée des différentes phases – eau, pétrole et gaz – nécessite la mise au point de séparateurs résistants à la pression de 300 bar que l'on trouve à 3 000 mètres de profondeur.

La profondeur de la plupart des gisements actuellement exploités ne dépasse pas

**Les progrès techniques considérables enregistrés ces dernières décennies ont permis de forer de plus en plus profondément. Aujourd'hui, près du tiers du pétrole consommé chaque année dans le monde provient de zones immergées.**

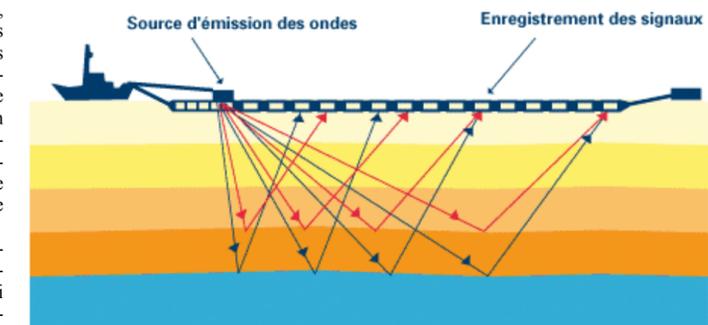


**Les bassins sédimentaires, où la présence de pétrole est la plus probable, et les réservoirs sont modélisés en trois dimensions.**

4 500 mètres. Selon de nombreux géologues, d'autres réserves de pétrole ou de gaz existent à plus grande profondeur, vers 6 000, voire 8 000 mètres, dans des configurations géologiques particulières comme le piémont de chaînes de montagne, les deltas de grands fleuves, voire le sous-sol de bassins anciens. L'adaptation ou le renouvellement des techniques d'exploration et d'extraction actuellement utilisées s'impose donc, un thème de recherche dont l'Institut français du pétrole a fait une priorité stratégique.

Parmi les problèmes techniques à résoudre, figurent non seulement la distance par rapport à la surface mais aussi l'augmentation des pressions et des températures du milieu rocheux. La sismique perd en efficacité à grande profondeur, ne délivrant que des images de faible qualité. La longueur des trains de tige et leur poids retardent les opérations de forage. Les trépan s'usent plus rapidement car les roches à forer compactées par une hauteur plus grande des terrains sont plus dures. Des appareils résistants aux hautes températures doivent être mis au point pour les *loggings* ou diagrapies. Les boues de forage, qui lubrifient le trépan, évacuent les débris de roches vers la surface et équilibrent la pression des fluides rencontrés en profondeur, doivent être préparés avec une grande précision. À moins de progrès techniques exceptionnels, les forages à très grande profondeur devraient être environ 10 fois plus coûteux, ce qui réduirait l'exploitation des

## Principe de la sismique



**Le principe de la sismique est simple : on provoque de légers ébranlements (chute d'un poids, petite explosion...) et on suit les signaux ainsi émis, qui se réfléchissent sur certaines discontinuités géologiques.**

Source : *Le pétrole au-delà du mythe - X. Boy de la Tour - Ed. Technip*

très grandes profondeurs à des gisements de très grande contenance.

## Le rôle de l'eau et du gaz

La quantité de pétrole récupérée des gisements en exploitation est de l'ordre de 35% de leur contenu total. La valorisation maximale d'un gisement suppose des techniques performantes pour les opérations de récupération primaire, secondaire et tertiaire. Même à l'état liquide, le pétrole contient du gaz dissout qui se libère lorsque la pression de 200 à 400 bar du gisement est abaissée par les forages ou lorsque le fluide remonte

à la surface. Il arrive fréquemment qu'un gisement de pétrole soit surmonté d'une zone contenant du gaz et se situe au-dessus d'un aquifère. Pour maximiser le taux de récupération primaire, il est impératif de régler la pression du réservoir et le débit des puits de façon à extraire simultanément et le plus longtemps possible le pétrole et le gaz dissous.

Une bonne connaissance de la géométrie du gisement permet d'optimiser l'implantation des puits. Des taux de récupération primaire de l'ordre de 25% ne sont pas rares pour les gisements de pétroles légers.

L'injection d'eau ou de gaz, opération de récupération secondaire, permet d'augmenter la quantité de pétrole récupérée. Injectée à la base du gisement, l'eau pousse le pétrole vers les puits. Injecté au sommet du gisement ou à sa base, le gaz fait monter la pression qui vide les pores de la roche. On réinjecte souvent le gaz naturel au lieu de le brûler à la torche. Ces techniques permettent couramment de récupérer 20% du gisement en plus. La récupération tertiaire correspond aux opérations conduites lorsque les gisements arrivent en fin d'exploitation. On injecte alors des polymères, qui ont la même fonction que l'eau mais des performances meilleures, du CO<sub>2</sub> qui diminue la viscosité du pétrole ou bien encore de la vapeur d'eau.

On envisage aussi de faire brûler une partie du pétrole dans le gisement lui-même de manière à chauffer et pousser le pétrole à récupérer. Une augmentation de 1% du taux de récupération sur l'ensemble des gisements exploités procurerait l'équivalent de deux années de la consommation actuelle. En tout état de cause, l'injection de CO<sub>2</sub> dans le cadre d'opérations de stimulation de gisements EOR (*Enhanced Oil Recovery*) ou EGR (*Enhanced Gas Recovery*), représente l'opportunité la meilleure de stocker le dioxyde de carbone à des coûts acceptables.

Source : *« Rapport sur les nouvelles technologies de l'énergie », Assemblée nationale française.*

MARC AMAYONG



# L'UNIVERS DU BUREAU

INSIDE OFFICE. DESIGN & FONCTIONNALITÉ



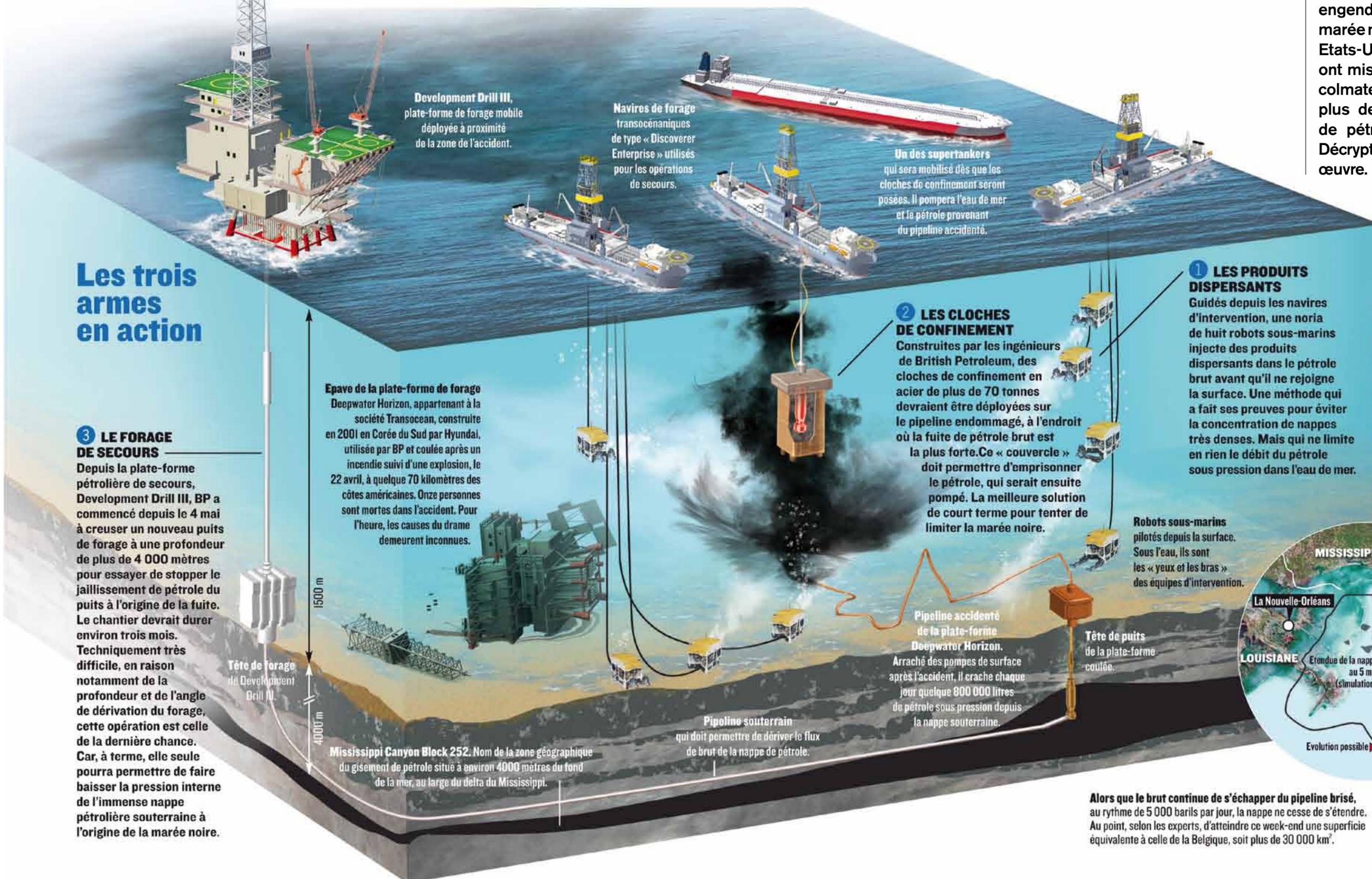
**BUREAUX - STATIONS DE TRAVAIL - SIÈGES - CALL CENTER - AUDITORIUM**  
**RÉCEPTION - ATTENTE - COFFRE-FORT - LUMINAIRES - SUR MESURE EN BOIS**

possibilité de crédit - livraison gratuite - garantie

B.P. 613 - Libreville - tél. (+241) 72 23 60 / (+241) 06 22 05 71 / (+241) 07 14 01 55 - fax +33 1 78 72 85 12  
 B.P. 411 - Port-Gentil - tél. (+241) 55 34 16 - fax. (+241) 55 16 51  
 electra@groupesogalric.com - www.electragabon.com



# La prévention des risques sur les sites d'exploitation offshore



Development Drill III, plate-forme de forage mobile déployée à proximité de la zone de l'accident.

Navires de forage transocéaniques de type « Discoverer Enterprise » utilisés pour les opérations de secours.

Un des supertankers qui sera mobilisé dès que les cloches de confinement seront posées. Il pompera l'eau de mer et le pétrole provenant du pipeline accidenté.

## Les trois armes en action

### 3 LE FORAGE DE SECOURS

Depuis la plate-forme pétrolière de secours, Development Drill III, BP a commencé depuis le 4 mai à creuser un nouveau puits de forage à une profondeur de plus de 4 000 mètres pour essayer de stopper le jaillissement de pétrole du puits à l'origine de la fuite. Le chantier devrait durer environ trois mois. Techniquement très difficile, en raison notamment de la profondeur et de l'angle de dérivation du forage, cette opération est celle de la dernière chance. Car, à terme, elle seule pourra permettre de faire baisser la pression interne de l'immense nappe pétrolière souterraine à l'origine de la marée noire.

Epave de la plate-forme de forage Deepwater Horizon, appartenant à la société Transocean, construite en 2001 en Corée du Sud par Hyundai, utilisée par BP et coulée après un incendie suivi d'une explosion, le 22 avril, à quelque 70 kilomètres des côtes américaines. Onze personnes sont mortes dans l'accident. Pour l'heure, les causes du drame demeurent inconnues.

Tête de forage de Development Drill III.

1500 m

4000 m

Mississippi Canyon Block 252. Nom de la zone géographique du gisement de pétrole situé à environ 4000 mètres du fond de la mer, au large du delta du Mississippi.

Pipeline souterrain qui doit permettre de dériver le flux de brut de la nappe de pétrole.

### 2 LES CLOCHES DE CONFINEMENT

Construites par les ingénieurs de British Petroleum, des cloches de confinement en acier de plus de 70 tonnes devraient être déployées sur le pipeline endommagé, à l'endroit où la fuite de pétrole brut est la plus forte. Ce « couvercle » doit permettre d'emprisonner le pétrole, qui serait ensuite pompé. La meilleure solution de court terme pour tenter de limiter la marée noire.

Pipeline accidenté de la plate-forme Deepwater Horizon. Arraché des pompes de surface après l'accident, il crache chaque jour quelque 800 000 litres de pétrole sous pression depuis la nappe souterraine.

Tête de puits de la plate-forme coulée.

### 1 LES PRODUITS DISPERSANTS

Guidés depuis les navires d'intervention, une noria de huit robots sous-marins injecte des produits dispersants dans le pétrole brut avant qu'il ne rejoigne la surface. Une méthode qui a fait ses preuves pour éviter la concentration de nappes très denses. Mais qui ne limite en rien le débit du pétrole sous pression dans l'eau de mer.

Robots sous-marins pilotés depuis la surface. Sous l'eau, ils sont les « yeux et les bras » des équipes d'intervention.



Alors que le brut continue de s'échapper du pipeline brisé, au rythme de 5 000 barils par jour, la nappe ne cesse de s'étendre. Au point, selon les experts, d'atteindre ce week-end une superficie équivalente à celle de la Belgique, soit plus de 30 000 km<sup>2</sup>.

Le 20 avril 2010, une explosion sur la plate-forme BP, située dans le golfe du Mexique, a engendré une des plus grosses marées noires qu'ont connues les Etats-Unis. Les équipes de la BP ont mis plus de 106 jours pour colmater la brèche par laquelle plus de 800 millions de litres de pétrole se sont échappés. Décryptage des moyens mis en œuvre.

# Ile Mbanié : à qui le pactole ?



**Petit îlot situé aux confluents richement pétrolifères des eaux territoriales gabonaises et équato-guinéennes, l'île Mbanié est l'objet depuis plusieurs années d'un bras de fer entre les deux pays pour savoir qui en a la paternité... et qui pourra en exploiter les gisements.**

**M**banié est une petite île de 20 hectares située dans les eaux gabonaises à une dizaine de kilomètres de la côte de la région de l'Estuaire. L'île est sans population permanente à l'exception du détachement de gendarmes gabonais qui y est installé en permanence depuis 1972. Avec l'île voisine de Cocotiers et l'îlot Conga, la souveraineté gabonaise est contestée par l'Etat voisin de la Guinée équatoriale. L'île est distante de 16 km de Bolokoboué (pointe terrestre gabonaise située au Cap Estérias, Gabon) et de 36 km de l'aéroport de Libreville, alors que son point le plus proche en Guinée équatoriale est situé à 66 km.

## Une réalité historique

Mbanié est revendiquée une première fois par la Guinée équatoriale en 1972. Suite à la signature d'un traité en 1974, cette revendication semble cesser jusqu'au début des années 1990, lorsque la Guinée équatoriale relance le différend.

Si de prime abord c'est le riche potentiel pétrolier du sous-sol de l'île qui serait l'objet de la convoitise, il semblerait que l'intérêt de la Guinée équatoriale pour Mbanié tient aussi au contrôle de zones maritimes situées entre les côtes du Gabon et l'île de São Tomé pour lesquelles le Gabon et la Guinée ont attribué des permis pétroliers sur les mêmes espaces. De son côté, le Gabon revendique clairement la paternité incontestable de l'île, qui serait établie par le traité de 1900 et la convention de 1974. La convention cadre signée en 1900 par la France et l'Espagne, anciennes puissances coloniales du Gabon et de la Guinée équatoriale, octroyait à la France la souveraineté sur les trois îlots, devenus territoires du Gabon, son ancienne colo-

nie, au moment de son accession à l'indépendance. Le Gabon se base aussi sur l'acte juridique signé le 12 septembre 1974 à Bata par les présidents Omar Bongo Ondimba et Macias Nguema Biyogo, réaffirmant sa souveraineté sur les trois îlots dont Mbanié.

## Une proposition de conciliation en deux étapes

Après l'échec de la médiation conduite entre 2003 et 2006 par le Canadien Yves Fortier, juriste international et ancien ambassadeur du Canada auprès de l'ONU, c'est Ban Ki Moon, dès son arrivée en 2008 à la tête des Nations unies, qui propose aux deux capitales une nouvelle négociation. Celle-ci comporte deux étapes :

une étape diplomatique, de six mois à un an, soit une « méthode douce » visant à trouver un arrangement. Et une deuxième phase, plus radicale, n'intervenant qu'en cas d'échec de la première. Strictement juridique, cette deuxième solution consiste en un compromis juridique,

tionnel devant la Cour internationale de justice. En juin 2008, à l'ouverture des négociations à New York, la Guinée équatoriale demande de passer outre la première phase et d'aller directement à la deuxième. La conduite de cette médiation est alors confiée au suisse Nicolas Michel, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies en charge des affaires juridiques et se poursuit jusqu'à ce jour avec 90% de réalisation du traité.

Il ne reste qu'un seul article objet d'un blocage depuis juillet 2010. Ce qui a amené le médiateur à suspendre temporairement les sessions de la médiation et à solliciter le secrétaire général de l'ONU pour l'organisation du sommet qui a eu lieu les 24 et 25 février à New York, mettant face à face les deux chefs

d'Etats et écartant pour un moment les experts en vue du déblocage de la situation pour la rédaction finale du compromis juridictionnel.

## L'enjeu pétrolier

Un décret signé par le président Obiang Nguéma Mbazoghé en 1999 fixe unilatéralement la frontière de son pays avec le Gabon et remet en question le traité de 1900, complété par celui de 1974. Or, la coutume dans le droit international interdit à un Etat de fixer unilatéralement ses frontières. Celles-ci doivent être le produit de la rencontre de la volonté de deux Etats par le biais d'un traité. Et en redessinant unilatéralement leurs frontières, les Equato-Guinéens auraient tracé, à leur convenance, une courbe passant par le large de Cocobeach (Gabon) et de Libreville avant de gagner la haute mer à la frontière du Gabon et de Sao-Tomé et Principe, affirment les autorités gabonaises. Au début des années 2000,

**Selon l'acte juridique signé en septembre 1974 entre le Président Omar Bongo Ondimba et son homologue Macias Nguema Biyogo, le Gabon dispose d'une souveraineté sur l'île.**



le ministère gabonais des Mines et du Pétrole a accordé un contrat d'exploration et d'exploitation sur le permis Igoumou à Shell Gabon. Cette compagnie a découvert par la suite qu'un concurrent américain dispose également d'un permis sur le même espace délivré par la Guinée équatoriale. C'est alors que le Gabon se voit exhiber le nouveau tracé des frontières arbitraires de son voisin du nord-est. Et ce n'est qu'à ce moment, selon le docteur gabonais Guy Rossatanga-Rignault, chef du département juridique de la présidence de la République gabonaise, qu'on commence à parler de pétrole dans ce différend. « *S'il y a du pétrole, il se trouve entre Libreville et Sao-Tomé dans la zone économique exclusive du Gabon* », affirme-t-il.

## Rendez-vous à Genève

Au terme de la réunion de New York fin février dernier, les experts gabonais et équato-guinéens ont fixé un nouveau rendez-vous pour fin mars prochain à Genève, en Suisse, afin de poursuivre les discussions. Le huis clos entre les deux présidents, supervisé par Ban Ki Moon, « *a permis aux deux présidents de réitérer leur volonté de soumettre leur différend à la Cour internationale de justice de La Haye conformément au document cadre signé le 19 janvier 2009* », révèle une source onusienne, précisant que « *depuis trois ans, les discussions entre les deux parties achoppent sur la formulation à soumettre à la Cour afin qu'elle se saisisse du dossier* ». La Guinée équatoriale opérerait en effet pour la formulation de savoir à qui revient la paternité de Mbanié. Une formulation à laquelle n'adhère pas la partie gabonaise estimant que sa souveraineté sur cette île ne souffre d'aucune contestation. A l'aube de la relance intensive de l'exploration pétrolière dans l'offshore profond et très profond au large des côtes gabonaises, ce différend territorial aurait tout intérêt à trouver une issue rapide pour ne pas entacher l'environnement d'affaires attractif que s'efforce de mettre en place le Gabon.

**DIEGO ESSANDONE**

# La Sogara remonte la pente



**Après cinq années sombres, la Société gabonaise de raffinage (Sogara) vient de conclure l'année 2010 sur des perspectives encourageantes. Le plan de relance acté l'année précédente auprès des autorités gabonaises semble en passe de porter ses fruits.**

**L**e 4 janvier dernier, le directeur général de la Société gabonaise de raffinage, Pierre Reteno Ndiaye, annonçait que la production de produits pétroliers raffinés avait atteint en 2010 près de 900 000 tonnes, contre 585 000 tonnes en 2009. « *Nous pouvons être fiers du travail accompli et du chemin parcouru, car pour l'année 2010 la Sogara a battu un record de production en franchissant la barre de 900 000 tonnes* », avait déclaré le directeur général de l'unique raffinerie du pays. Un palier considéré à la Sogara « *comme un seuil mythique* », a estimé monsieur Reteno Ndiaye, et dont le franchissement serait dû au plan de relance décidé avec les autorités pour remettre à flot la société. La société sud-africaine Imbani avait signé fin 2009 avec l'Etat gabonais pour soutenir et assister la relance de la Sogara. Parallèlement, l'américain Bechtel avait été sollicité pour encadrer et suivre la mise en œuvre du plan de relance.

## Une réduction des coûts de fonctionnement

La Sogara, anciennement Société équatoriale de raffinage (SER), est une société anonyme créée en novembre 1965 grâce à la volonté commune du Gabon, du Cameroun, de la République centrafricaine, du Congo et du Tchad. Son capital de 1,2 milliard de francs CFA est actuellement détenu par le Groupe Total (43,85%), l'Etat gabonais (25%), Portofino Assets Corporation (16,99%), Pétro Gabon (11,66%) et ENI International (2,50%). La société avait enregistré en 2009 un déficit de 33 milliards de francs CFA. En 2007 et 2008, les pertes se sont chiffrées respectivement à 12 et 17,5

milliards. La Sogara doit à l'Etat gabonais une dette de 82 milliards de FCFA, dont 23 milliards CFA ont fait l'objet d'un rééchelonnement sur trois ans avec un différé d'un an. Pour aider la société à se remettre sur pieds, il a également été décidé la réintroduction des droits de douane dans la structure des prix de l'entreprise, qui a bénéficié d'un prêt de 8 milliards de FCFA pour le financement du plan social et le soutien à l'activité de raffinage.

« *La Sogara connaît une situation financière difficile depuis quatre ou cinq ans à la suite des pertes successives enregistrées. En 2009, la situation s'était considérablement dégradée; le conseil d'administration a pris des mesures drastiques visant à assurer la poursuite des activités de la Sogara, mesures qui se sont traduites par l'adoption d'un plan d'action destiné, entre autre, à restaurer l'équilibre financier de la société* », expliquait Pierre Reteno Ndiaye fin 2010. Le plan social, qui concernait 131 personnes (sur un total de 442), visait à réduire les coûts de fonctionnement de la raffinerie dont les frais de personnel constituent un élément important au regard des salaires et charges patronales versées. La société avait en effet accordé des avantages sociaux non négligeables aux employés comme l'accès à la propriété, l'assurance-maladie pendant quinze mois, ou encore les possibilités d'investissement dans le capital et la formation à la réinsertion professionnelle.

## Une production à développer

Au niveau de la production, le directoire de la société recommande l'augmentation du rendement par produit, notamment à travers l'utilisation du « Rabi » à la place

de « Mandji », le développement des compétences, le respect des contraintes environnementales et l'amélioration de la qualité du gasoil par son adaptation aux standards internationaux. Pierre Reteno Ndiaye a par ailleurs déploré le vieillissement de l'outil de production, responsable, selon lui, de la multiplication des incidents techniques au sein de la raffinerie, et le fait que son entreprise soit utilisée à 55% seulement de sa capacité ainsi que ses limites dans le traitement d'autres bruts. « *Il est indéniable que la Sogara a un rôle de premier plan à*

*jouer dans le segment énergétique de notre pays* », rappelle le directeur général, arrivé à la tête de la société en septembre 2009. La Sogara produit du fuel, du bitume, du gasoil, de l'essence, du kérosène et d'autres hydrocarbures comme le pétrole lampant et le gaz. « *80% de la production de la Sogara est destinée au marché national dont les besoins sont estimés à 550 000 tonnes. Nous importons le gaz butane et du gasoil que nous ne produisons pas suffisamment* », a précisé monsieur Reteno Ndiaye.

**JULES-ARISTIDE MWANENZAMBE**

**La réduction de ses coûts de fonctionnement a permis à la Sogara de sortir de l'ornière (ci-dessous, son siège à Port-Gentil).**



# Le long roman de l'or noir

L'histoire de l'exploitation pétrolière au Gabon débute à l'époque de l'Afrique équatoriale française, qui a mené les premières prospections sur le terrain, avant qu'elle ne connaisse un nouvel essor au lendemain de l'indépendance. Retour sur cette glorieuse épopée.

« J'ai confié à M. Lebedeff, ingénieur géologue de l'Ecole des pétroles de Strasbourg, la mission d'étudier les suintements bitumineux du Gabon. J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur l'importance de cette étude et par conséquent, l'intérêt qu'il y a à ce que M. Lebedeff puisse l'exécuter dans les meilleures conditions possibles », écrivait le 8 juin 1928 le gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, Raphaël Antonetti, au lieutenant gouverneur du Gabon. C'était le coup d'envoi, il y a aujourd'hui quatre-vingt-deux ans, de la mission de prospection pétrolière dans l'un des territoires français d'outre-mer de l'Afrique équatoriale française. Une histoire passionnante qui allait dessiner les aventures humaines et technologiques les plus importantes du Gabon. Mais pour cerner cette épopée, il faut remonter à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que Savorgnan-de-Brazza était commissaire général de l'AEF. Les premiers documents de l'époque révèlent que des suin-

tements d'hydrocarbures sont abondants sur toute la côte de l'AEF... En 1890, au nord-est de l'actuel Lambaréné, du bitume flottant, sur le lac Ankogo, à 4 km de l'Ogooué, est repéré. Puis d'autres traces de fossiles sont observées. C'est en 1916 qu'est signalé l'emplacement de certains suintements à Apope, Pointe-Noire, Nkogho, Rembo-N'Komi. Dix ans plus tard, le géologue du gouvernement général de l'AEF, Victor Babet, fait des observations sur les calcaires bitumineux de Pointe-Noire et doit aboutir la future voie ferrée Congo Océan. La même année, une mission de trois géologues américains affiliés à la Standard Oil, a tenté sans succès d'évaluer la valeur pétrolière d'un bassin sédimentaire du Gabon. Cependant, la véritable mission de recherche pétrolière dans le pays n'a commencé qu'avec la mission confiée par le gouverneur général Antonetti, partisan d'une diversification de l'activité économique dominée par l'exploitation pé-



trolière. Pour matérialiser sa volonté politique, il insistera auprès du lieutenant gouverneur du Gabon, M. Gréliche : « Toute la vie économique du Gabon repose actuellement sur les bois, ce qui ne laisse pas d'être dangereux. Il y a intérêt à exploiter d'autres produits... »

## Les premières cartographies

Mais les premières reconnaissances géologiques sur le terrain, menées par Lebedeff et Babet ne donneront pas les

résultats escomptés. Elles se heurteront à l'absence de cartographie précise du sol et du sous-sol du pays. A l'époque, on ne disposait que des cartes de la côte et de l'Estuaire du Gabon, de quelques relevés de l'Ogooué et de vagues croquis d'itinéraires. Or, il n'est pas de recherche pétrolière possible sans une cartographie précise et détaillée non seulement du sol, mais également du sous-sol. Par conséquent, les équipes de spécialistes vont mettre quinze ans pour réaliser la double carte topographique et géologique du Gabon, instrument précieux paru en 1946.

Pourtant, dès 1929-1930, des indices multiples avaient été repérés dans plusieurs des régions explorées et un accord, approuvé par décret du 26 mars 1931, était intervenu entre la colonie et l'Office national des combustibles liquides, et avait permis la création de la Mission de projection des pétroles de l'AEF (MPPAEF). Lebedeff conclura, à l'issue de deux campagnes qu'il a dirigées, l'intérêt d'une étude plus détaillée des bassins sédimentaires côtiers du Gabon et du Moyen-Congo. En 1932, Joseph-Olivier Hass, géologue de l'Ecole nationale des pétroles de Strasbourg, prit la direction de la MPPAEF et orienta ses premières recherches sur l'étude du Rembo-N'Komi – où étaient connus des indices actifs importants –, la découverte de l'anticlinal de Madiéla, les reconnaissances de géologie générale et les études géophysiques.

Les résultats de ses premières recherches dans la prospection géologique de la région, notamment de la source de Madiéla, furent couronnés de succès. Les faciès des couches, les suintements de pétrole, promirent du pétrole exploitable en profondeur. Dès 1934, un premier forage est alors entrepris au Gabon dans les environs du village de Madiéla, à 70 km de la mis-



sion Sainte-Anne. Cependant, l'élan qui vient d'être donné est interrompu après le blocage de l'outil de forage à 445 m de profondeur, parce que seul un sondage profond pouvait édifier sur la quantité et la profondeur de l'huile ; ce qui n'était pas le cas à cette époque.

## Le grand boom de la production pétrolière est atteint en 1997, plaçant le Gabon au troisième rang des pays producteurs de pétrole de l'Afrique subsaharienne.

**Un tournant dans les années 1950**  
Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que les recherches reprennent de plus belle. Cette fois, c'est la Société des pétroles d'Afrique équatoriale française (Spaef), succédant au Syndicat d'études et de recherches pétrolières (Serp), qui entreprend des prospections dans les régions d'Azingo et de Mabora avec de gros moyens matériels, notamment deux appareils de sondage en provenance des Etats-Unis. L'un, le Wilson Titan, est capable de forer jusqu'à 10 000 m de profondeur. L'autre, le RIG, peut atteindre 7 000 m de profondeur. Malgré ce matériel, les résultats se traduisent par un échec. La multiplicité des indices superficiels d'hydrocarbures (suintements de bitumes, traces d'huile, dépôts d'asphaltes) incite cependant les spécialistes

à persévérer. Après trente années d'effort, le salut vient enfin de la région côtière du bassin de Port-Gentil, délaissée précédemment en raison de problèmes jusqu'alors jugés insolubles. Les chercheurs ont cette fois recours à la technique sismique fluviale. Une approche qui va permettre d'entreprendre une campagne de forages dont les résultats ont contribué à préciser la nature du sous-sol et à déceler, en 1955, des indices prometteurs à proximité de Port-Gentil. En 1956, un premier puits foré à Ozouri donne une production d'huile commercialement exploitable. A peine le gisement d'Ozouri entre-t-il en production qu'un autre gisement est découvert à la Pointe-Clairrette de l'île Mandji. Puis d'autres découvertes suivront au Cap Lopez et à Tchengué.

**Nouvel essor après l'indépendance**  
Le 26 décembre 1956, les Port-Gentillais peuvent apercevoir en direction de Pointe-Clairrette, un énorme nuage de fumée noire avec des flammes au-dessus de la cime des arbres. C'est le premier incident d'exploration : un puits vient de prendre feu. L'année suivante se présente sous de meilleurs auspices quand, le 25 mai 1957, le « Ronsard », navire pétrolier de 18 000 tonnes, vient prendre livraison du premier chargement de pétrole gabonais au terminal de Cap Lopez nouvellement construit. Sa capacité de stockage était à l'époque de 60 000 m<sup>3</sup>. La production gabonaise, estimée en 1957 à 173 000 tonnes, passera rapidement à 1 million de tonnes en 1960. Les sociétés Shell et Mobil, autres géants de la re-

cherche pétrolière qui étaient jusqu'alors présentes au Gabon, prirent part activement à la recherche en entrant, en 1959, dans le capital de la Société des pétroles d'Afrique équatoriale (Spaef), qui succéda à la Société des pétroles d'Afrique équatoriale française, sous le couvert de la Cosreg (Compagnie Shell de recherche et d'exploitation au Gabon).

A l'accession du Gabon à l'indépendance en 1960 et avec l'évolution des techniques d'exploration et de forage à terre (onshore) comme en mer (offshore), cette merveilleuse aventure humaine et technologique va se poursuivre avec un succès grandissant. Le gisement de Batanga est découvert en 1965. Les recherches menées en commun avec Shell dans la région du bassin côtier, concluent en 1963, à la mise à jour du gros gisement de Gamba, puis en 1967 à la découverte d'un nouveau gisement, Ivinga.

**La réussite de Rabi Kounga**  
Au cours de la même période, engagée pour son propre compte dans la prospection marine du plateau continental gabonais, la Spafé découvre en 1964 le gisement d'Anguille, le premier gisement offshore du Gabon et de la zone franc. Bien d'autres gisements marins sont alors successivement découverts : Torpille et Anguille Nord-Est, décelés en 1968, ainsi que Grondin (1971), le premier gisement marin où a été installée une plate-forme d'habitation. En 1973, ELF Spafé, créée en 1968, devient ELF Gabon. En 1974, la production du pétrole du pays franchit le cap de 10 millions de tonnes, permettant ainsi, l'adhésion du Gabon à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). De 1974 à 1984, ELF Gabon découvre 26 nouveaux gisements. Le point culminant de ces découvertes sera le champ « géant » de Rabi Kounga, découvert en 1985 en association avec Shell Gabon (opérateur). Un grand bon en avant vient d'être franchi dans la production pétrolière gabonaise avec la construction d'un pipe-line joignant Rabi au Cap Lopez. De 1987 à 1997, les découvertes se succèdent avec Coucal, Avocette et Atora. Le grand boom de la production pétrolière du pays est atteint en 1997 avec un plafond record de 18,56 millions de tonnes grâce à la production cumulée de Rabi (500 millions de barils) qui placent le Gabon au troisième rang des pays producteurs de pétrole de l'Afrique subsaharienne après le Nigeria et l'Angola. A partir de 1999, la production du pays commence à baisser et n'atteint que 11 millions de tonnes en 2007, Total Gabon demeurant le premier producteur, suivi de Shell Gabon puis Perenco, Marathon, Vaalco, Addax, sans oublier d'autres sociétés, plus récemment implantées comme Maurel & Prom. Aujourd'hui, de nouveaux intervenants notamment chinois, sud-africains, australiens, canadiens et indiens entretiennent de gros espoirs pour le relèvement du niveau de production pétrolière du Gabon.

NARGO NELTOH

Le terminal de Gamba fut construit à proximité du champ éponyme. Il est entré en activité le 21 février 1967 avec le chargement de la première cargaison de brut de Gamba. Ci-dessous, le terminal tel qu'il était à cette époque.



Le champ de Rabi Kounga, découvert en 1985 en association avec Shell Gabon, a constitué la dernière découverte majeure dans le pays. Ici la station centrale.



# La fonction achats, créatrice de valeur et source de rentabilité



La fonction achats revient de loin. Il y a quelques années, hormis quelques entreprises opérant dans la grande distribution et dans l'industrie, aucune direction générale ne portait intérêt au développement de cette mission, encore moins à la perception des achats comme source de rentabilité et de compétitivité pour l'entreprise.

## Partie intégrante de la stratégie d'entreprise

Bien souvent inexistante ou rattachée à une autre fonction, plusieurs dirigeants d'entreprises l'ont simplement considérée

comme une activité ne nécessitant aucune compétence particulière. En un mot, l'on ne faisait pas d'achat au sens actuel, mais plutôt essentiellement de l'approvisionnement en réaction à des besoins immédiats à satisfaire. Acheter se résumait à une gestion administrative. Et donc, pas besoin de rechercher les bienfaits économiques des achats réalisés au « coup par coup », parce que tout simplement, il n'y en avait pas. De plus, il n'existait ni prévisions, ni vision stratégique des achats.

Cette époque, fort heureusement, commence à être révolue. La fonction achats est devenue un composant majeur dans la stratégie d'entreprise grâce au fruit du travail considérable accompli par les hommes et les femmes qui y évoluent. Cette tendance est aujourd'hui de plus en plus perceptible. De la connaissance du marché fournisseurs au suivi et au pilotage des contrats en passant par une implication dans la définition des besoins, l'élaboration des cahiers de charges et des appels d'offres, la sélection des fournisseurs appropriés, la négociation et la contractualisation, la fonction achats apporte son expertise métier afin d'aider l'entreprise à acquérir les produits et services demandés par les clients internes dans les meilleures conditions de coûts et de qualité.

## Un savoir-faire spécifique

Les utilisateurs internes, premiers bénéficiaires de la contribution des achats en sont pleinement conscients. Le temps où l'on pouvait acheter directement un produit ou une prestation auprès du fournisseur de son choix paraît révolu. Désormais, il faut le plus souvent piocher parmi les fournisseurs sélectionnés par les achats, travailler de façon collaborative avec eux sur les cahiers des charges, inclure les acheteurs dans la négociation ou se servir des contrats cadres, négociés ou renégociés parfois pour plusieurs années. La montée en puissance des achats est également per-

**Parmi les compétences diverses qui forgent la compétitivité d'une entreprise, celle de l'acheteur représente une véritable plus-value. Trop longtemps sous-estimée, cette fonction est aujourd'hui reconnue comme une pierre angulaire du développement des sociétés.**

çue par les fournisseurs : il est devenu difficile d'espérer vendre ses prestations sans un référencement préalable, sans connaître les procédures achats de son client et sans négociation face à un professionnel.

La mise en œuvre de leviers de réduction de coûts des achats tels la mise en concurrence, la globalisation, la mutualisation des volumes achats ou encore le développement de relations partenariales pour obtenir des tarifs préférentiels ou des économies significatives ont placé cette fonction au cœur de la stratégie opérationnelle de l'entreprise. Outre cette professionnalisation de plus en plus affirmée ces dernières années, l'approche ciblée par métier et les exigences de rentabilité liées à des secteurs fortement concurrentiels ont aussi transformé la fonction. Les achats doivent dorénavant mener régulièrement une analyse stratégique de leur portefeuille achats en le segmentant au mieux, et surtout en implémentant des stratégies achats différenciées. Il est facile de convenir que la stratégie achats des familles de frais généraux ne sera pas la même que celle des achats relatifs au cœur de métier. Sur la première, une globalisation des volumes sera probablement plus adéquate tandis que sur la seconde, le développement de relations partenariales sera privilégié, pour ne citer que ces exemples.

Un levier de productivité Confrontés à un impératif de réduction des coûts et de recherche de compétitivité, les décideurs voient dans l'optimisation des achats un nouveau levier d'amélioration de la productivité de leur entreprise. Le poids relatif des achats dans le chiffre d'affaires ne cesse d'augmenter : il oscille désormais entre 30 et 80% selon les secteurs. Aujourd'hui, toute entreprise leader ou soucieuse de l'être considère sa fonction achats comme contributive à sa performance et à l'accroissement de sa marge opérationnelle. En effet, la réduction de la part des achats a un impact direct sur la marge opérationnelle. Un gain de 5% sur les achats peut engendrer une progression identique sur la marge de l'entreprise. L'optimisation des achats est donc, notamment dans un contexte économique difficile, un

enjeu de premier plan pour les entreprises privées comme pour le secteur public. De plus, dans un contexte de concurrence aigüe et de globalisation accrue, les directions générales attendent de leur fonction achats une contribution à la compétitivité de l'entreprise par la recherche d'économies achats, mais aussi par une optimisation du coût total d'acquisition.

## Une incidence considérable sur les résultats de l'entreprise

Pour terminer, focalisons une fois de plus sur la contribution des achats à la performance de l'entreprise. Roger Perrotin, dans un de ses ouvrages, établissait un comparatif démonstratif de l'importance stratégique de la fonction achats : « Pour une entreprise moyenne, l'on admet qu'il y a une équivalence de résultats sur le profit entre :

- un accroissement des ventes de 20% ;
- une amélioration de la productivité de 5% ;
- un gain de 2% sur les achats. »

L'on se rend vite compte qu'il est bien moins coûteux en moyens et en énergie de réduire les achats de 2% que d'augmenter les ventes de 20%. Et surtout, une diminution des achats n'induit pas forcément de bouleversements importants (ni investissement, ni augmentation du personnel...) dans la structure d'une entreprise.

Par la réduction des dépenses externes, les achats contribuent à l'amélioration des soldes de gestion et ce levier est souvent plus efficace pour améliorer le résultat d'exploitation que le levier commercial ou celui de la productivité des équipes. Cependant, la contribution de la fonction achats à la performance globale ne se réalise pas de façon autonome mais en collaboration avec d'autres fonctions (experts techniques, exploitants, marketing...). Ainsi, la question à laquelle sont confrontées les directions générales et les directions des achats concerne le « comment » plus que le « quoi ». Comment donc assurer cette contribution ? Quels sont les pré-requis, les modes d'organisation qui permettent à la fonction achats de réaliser ces missions ?

LUCIEN TOURE

# Les CFPP à l'abordage pour soutenir la croissance

**L'un des défis majeurs auxquels est confronté le Gabon dans sa stratégie de développement est sans doute celui de l'élargissement de sa base productive afin de se soustraire de sa grande dépendance aux industries extractives. Pour atteindre cet objectif, les centres de formation et professionnelle et de perfectionnement (CFPP) ont un rôle important à jouer.**



Les centres de formation professionnelle et de perfectionnement ont pour vocation de proposer des formations dans une trentaine de filières. Des opportunités dont peuvent bénéficier les jeunes à la recherche d'un apprentissage solide.

La diversification de l'économie, on le sait, ne peut réellement prendre corps et densifier le tissu entrepreneurial national que si certaines conditions sont réunies, notamment un cadre législatif attractif, des mécanismes de financement appropriés et surtout la présence d'une main-d'œuvre qualifiée. Or, si les premières conditions peuvent être remplies aisément par le gouvernement, la disponibilité d'une ressource humaine qualifiée et couvrant l'ensemble des secteurs de l'économie demeure la grande faiblesse du pays. Pour combler ce déficit, nul besoin de réinventer le fil à couper le beurre ; le gouvernement a décidé d'investir dans la formation pour espérer disposer dans les années venir d'une main-d'œuvre qualifiée dans tous les secteurs. Dans l'immédiat, il faut mettre toutes les forces en œuvre pour donner au pays ce qui lui fait cruellement défaut : les ouvriers qualifiés, ces fantassins des victoires économiques. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement a entamé une réforme de l'enseignement technique et

professionnel afin d'apporter une réponse concrète à cette question. L'une des ambitions de cette réforme, souligne-t-on au ministère en charge de la formation technique et professionnelle, est « de donner un nouveau positionnement stratégique à la formation professionnelle et de perfectionnement ne soient plus perçus comme réservés aux "ratés" de la société mais à l'élite professionnelle, qualifiée, compétente et véritable créatrice des richesses de la nation ». Mais cette ambition n'est-elle pas disproportionnée par rapport aux capacités réelles des CFPP ?

Le dispositif de la formation professionnelle Pour transformer cette ambition en réalité tangible, le gouvernement compte sur le

réseau des CFPP qui couvre l'ensemble du territoire national. En effet, le pays dispose actuellement de neuf centres de formation et perfectionnement professionnels opérationnels. Libreville en compte deux (le CFPP Basile-Ondimba et celui de Nkembou) et les capitales provinciales de Port-Gentil, Franceville, Oyem, Koula-Moutou, Makokou, Tchibanga en sont pourvues d'un. Ceux de Lambaréné et de Mouila sont en construction. Selon le directeur de la Formation professionnelle, Sosthène Toka, les CFPP ont pour vocation d'offrir une large gamme de formations dans les métiers des secteurs secondaire et tertiaire, soit une trentaine de filières, dont dix-sept opérationnelles au cours de cette année académique. Ces filières offrent une large palette des métiers attractifs pour le marché local. Dans les métiers du bois,

## La réforme engagée vise à permettre aux CFPP de résorber le déficit en matière de formation des ouvriers qualifiés.

Des budgets de fonctionnement trop modestes La durée de la formation varie en fonction des spécificités de chaque filière : six et neuf mois pour les formations courtes, douze pour les moyennes et dix-huit mois pour les plus longues. Par ailleurs, en dehors de la formation continue, les CFPP offrent une formation à la carte pour le perfectionnement des professionnels en fonction des besoins des entreprises. Ainsi conçu, ce dispositif de formation professionnelle apparaît comme un des leviers stratégiques du gouvernement pour résorber progressivement son déficit en matière de formation des ouvriers qualifiés, afin d'espérer tenir le pari de la diversification de l'économie et pousser la croissance à atteindre la vitesse de croisière des économies émergentes. Mais les CFPP ont-ils les moyens de tenir cet objectif ? Répondre par l'affirmative serait sans doute exagérer car les CFPP, comme nombre d'administrations gabonaises, sont confrontés à plusieurs difficultés parmi lesquelles la modestie des budgets et le déficit en équipement. Il est vrai que la réforme engagée dans ce secteur depuis peu vise à dissoudre ces difficultés et permettre aux CFPP de jouer pleinement leur rôle dans ce segment stratégique de l'économie. Toutes les recommandations du forum Formation-Emploi organisé à Libreville du 6 au 9 juillet dernier par le ministère de l'Enseignement technique et de la Formation, et qui avait pour mission « La refondation profonde de la formation professionnelle au Gabon », tendent vers cet objectif. Selon le ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de l'époque, Léon Nzouba, les travaux du forum ont permis d'asseoir une meilleure définition des axes prioritaires de la réforme, notamment « la définition d'une politique d'orientation et d'une offre de formation en adéquation

bâtiment et travaux publics par exemple, les CFPP forment à l'ensemble des corps de métiers : bétonnier, briquetier maçon, carreleur, coffreur, ferrailleur, plombier, peintre en bâtiment, électricien, menuisier et menuisier-ébéniste, vernisseur, charpentier-couvreur et mécanicien affûteur. Cet exemple à lui seul démontre le rôle stratégique de la « fabrique » d'ouvriers qualifiés que sont les CFPP. Il suffit de multiplier les filières par les segments de métiers pour jauger l'impact de son action en termes d'opportunités qu'elle offre à la fois aux entreprises et à la jeunesse.

En effet, l'une des spécificités de ces centres est qu'ils accueillent les jeunes de tous niveaux souhaitant apprendre un métier. L'inscription dans une filière est fonction du niveau scolaire sur la base de quatre paliers d'évaluation. Le premier d'entre eux accueille des élèves de niveau CM2 pour apprendre par exemple la cordonnerie. Le deuxième palier accueille les élèves de niveau 4<sup>e</sup>/3<sup>e</sup> pour des filières telles que la bureautique, la mécanique, la maçonnerie, etc. Le troisième palier reçoit les élèves du niveau de la classe de seconde pour une formation par exemple en électromécanique, climatisation, etc. Enfin, le dernier palier est réservé à ceux qui possèdent le niveau de classe de première et qui peuvent s'orienter par exemple en maintenance informatique, comptabilité, etc.

## Des budgets de fonctionnement trop modestes

La durée de la formation varie en fonction des spécificités de chaque filière : six et neuf mois pour les formations courtes, douze pour les moyennes et dix-huit mois pour les plus longues. Par ailleurs, en dehors de la formation continue, les CFPP offrent une formation à la carte pour le perfectionnement des professionnels en fonction des besoins des entreprises. Ainsi conçu, ce dispositif de formation professionnelle apparaît comme un des leviers stratégiques du gouvernement pour résorber progressivement son déficit en matière de formation des ouvriers qualifiés, afin d'espérer tenir le pari de la diversification de l'économie et pousser la croissance à atteindre la vitesse de croisière des économies émergentes. Mais les CFPP ont-ils les moyens de tenir cet objectif ? Répondre par l'affirmative serait sans doute exagérer car les CFPP, comme nombre d'administrations gabonaises, sont confrontés à plusieurs difficultés parmi lesquelles la modestie des budgets et le déficit en équipement. Il est vrai que la réforme engagée dans ce secteur depuis peu vise à dissoudre ces difficultés et permettre aux CFPP de jouer pleinement leur rôle dans ce segment stratégique de l'économie. Toutes les recommandations du forum Formation-Emploi organisé à Libreville du 6 au 9 juillet dernier par le ministère de l'Enseignement technique et de la Formation, et qui avait pour mission « La refondation profonde de la formation professionnelle au Gabon », tendent vers cet objectif. Selon le ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de l'époque, Léon Nzouba, les travaux du forum ont permis d'asseoir une meilleure définition des axes prioritaires de la réforme, notamment « la définition d'une politique d'orientation et d'une offre de formation en adéquation

**Economie Gabon**  
Le périodique des dirigeants et leaders d'opinion

**Abonnez-vous dès aujourd'hui**

**Comment trouver des financements**  
un Gabon pour développer et créer une entreprise

economie-gabon.com

avec le marché de l'emploi ; la définition des nouveaux mécanismes d'insertion professionnelle des jeunes ; la définition d'une politique de valorisation et de professionnalisation des ressources humaines de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ; le développement d'un partenariat crédible et solide avec les opérateurs économiques ».

#### Le pari du projet d'appui à la formation professionnelle

Toutefois, sans allocations budgétaires appropriées, ces recommandations n'auront probablement que le destin de feuilles mortes. C'est dans ce cadre qu'il faut inscrire le projet d'Appui à la formation professionnelle (AFOP) destiné à doter les infrastructures de base des CFPP. Lancé en 2008 et financé par le 9<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED), à hauteur de 2,8 milliards de francs CFA, ce projet vise la formation professionnelle et l'insertion des jeunes déscolarisés sur l'ensemble du territoire gabonais, dans plusieurs filières où ont été identifiés des besoins économiques. La spécificité de ce programme, affirme le représentant de l'Union européenne, Jürgen Heimann, est de proposer un dispositif pilote, innovant, permettant de lier formation et insertion. Grâce au projet d'Appui à la formation

professionnelle, les CFPP ont reçu, le 8 octobre 2010, une dotation d'une valeur de 234 millions de francs CFA de matériels destinés à équiper sept d'entre eux à travers le pays. Ces équipements seront répartis dans les centres de Libreville, Franceville, Oyem, Port-Gentil, Makokou, Koula-Moutou et Tchibanga, qui formeront 600 jeunes déscolarisés dans les métiers du bois et des BTP. Selon Jürgen Heimann, le 10<sup>e</sup> FED prévoit un volet spécifique sur les formations agricoles, qui formera aux métiers du maraîchage et de l'agriculture vivrière.

Le projet AFOP prévoit de former 1 200 jeunes d'ici fin à la fin 2011, alors que des estimations font état de 12 000 à 15 000 déscolarisés âgés de 16 à 25 ans. Cet écart souligne l'ampleur des efforts à fournir pour espérer atteindre les objectifs de la réforme actuelle en matière de formation technique et professionnelle. Pour certaines sources du ministère de la Formation technique et professionnelle, le budget du département est actuellement insuffisant pour équiper, moderniser et faire fonctionner à plein régime les lycées techniques, les CFPP, ainsi que tous les établissements de formation à vocation professionnelle pour répondre convenablement à la demande du marché. Pour elles, il faut multiplier des projets comme



AFOP, et surtout mettre en place des mécanismes appropriés pour le financement régulier des équipements de ces structures de formations. « Pourquoi ne pas demander aux différents investisseurs qui affluent actuellement chez nous de financer, par exemple à hauteur de 0,5% de leur chiffre d'affaires, l'équipement de ces structures de formation », s'inter-

roge l'une d'entre elles. Une piste qui ne manque pas de bon sens. Mais en l'état, malgré la faiblesse de leurs moyens, les CFPP sont à l'abandon pour participer à la grande aventure de l'émergence, à travers la production d'une longue lignée de tisserands de la croissance.

WILLIAM ONO MBA

# Le management interculturel



**La mondialisation de l'activité économique amène les entreprises à vocation internationale à bâtir des modes de fonctionnement qui doivent prendre en compte les particularités culturelles de leurs ressources humaines. Un ouvrage fait référence en la matière, *Management interculturel*, d'Olivier Meier.**

Asie) ou encore du sourire (qui exprimerait d'un côté une aise et de l'autre une gêne). Des erreurs commises par des managers envoyés en expatriation ont souvent été à la base de malentendus que l'on pourrait qualifier de « conflits culturels », et qui peuvent impacter négativement l'entreprise. Une bonne raison aussi de s'ouvrir à des cultures que l'on méconnaît puisque les erreurs courantes reposent le plus souvent sur les stéréotypes, les préjugés, les jugements de valeurs... Comment réussir à naviguer dans ce nouvel environnement à la fois complexe et en voie de mondialisation ? C'est à cette question qu'Olivier Meier essaie de répondre à travers son livre *Management interculturel*, paru aux éditions Dunod. Cet ouvrage traite de sujets qui préoccupent tous les managers au quotidien, particulièrement ceux qui travaillent pour de grands groupes nationaux ou internationaux, expatriés ou « impatriés » (départ d'une filiale pour la maison mère), gérant des effectifs non homogènes.

#### Du développement international à la gestion des conflits

Le livre d'Olivier Meier, divisé en quatre grands chapitres, traite dans sa première partie du développement international des firmes, qui implique de repenser la question des cultures et des modes de management. Cette partie clarifie la notion de culture d'entreprise et des différentes sources d'influence que sont la culture nationale (exemple chinois), la culture « régionale » (exemple européen), mais aussi la culture professionnelle à travers les exemples de métiers plus ou moins standardisés (experts comptables, avocats, ...) et les particularismes individuels.

gardé leurs racines profondes et s'appuient sur elles pour étayer leur développement.

#### Faire la chasse aux idées reçues

Dès 2004, presque la moitié du commerce international était asiatique, avec de fortes délocalisations d'entreprises occidentales en Chine, au Vietnam, en Thaïlande... Dès lors, se pose le problème du management interculturel. L'on se souvient, à titre d'exemple, des anecdotes liées à l'interprétation du pouce levé (qui exprimerait son accord dans la culture occidentale et autre chose en

La seconde partie aborde l'impact de la culture sur le style de management. Sur cet aspect, nous pouvons nous référer également au livre de Zadi Kessy (PCA du Groupe CIE-Sodeci) intitulé *Culture africaine et gestion de l'entreprise moderne* (éditions Ceda, 1998), qui montre comment gérer une multinationale en s'adaptant au contexte africain. Selon lui, la prise en compte des valeurs culturelles dans la gestion de l'entreprise est une exigence pour garantir son développement et sa pérennité. Au-delà des particularismes culturels, est également développée dans cette partie du livre de Meier l'apparition de nouveaux styles de management (transnationaux) qui tendent à dépasser le cadre des frontières nationales. La troisième partie traite de la diversité culturelle dans les entreprises. Meier montre que si la diversité est un avantage certain, mal gérée, elle peut rapidement se révéler un frein à la cohésion de l'entreprise. La suite de l'ouvrage approfondit la gestion des conflits, qui est souvent l'un des risques majeurs auxquels doit faire face un manager au quotidien. Il donne quelques clés pour anticiper les effets des conflits sur la vie de l'entreprise.

#### Un télescopage de culture

La problématique du management interculturel est un sujet qui peut s'appliquer aisément au Gabon. En effet, bon nombre de managers à l'école de la culture occidentale alors que nous assistons aux arrivées, de plus en plus nombreuses, de groupes asiatiques.

Si c'est une lapalissade de dire que les Asiatiques ont des cultures fortement différentes des nôtres, les pays africains, notamment anglophones et arabophones, présentent également des différences de culture notables. Ces pays ont des codes et des cultures totalement différents de ce que nous avons connu jusqu'à présent. Les particularismes

sont aussi en forts en termes de culture d'entreprise de culture managériale. Les différences qui s'entrechoquent sont nombreuses et, le plus souvent, difficiles à résoudre. L'un des points les plus importants est le style de management sur lequel Hofstede (chercheur allemand) a longuement travaillé. L'Afrique a longuement souffert des idées préconçues et des préjugés de l'époque coloniale qui influencent le style de management des dirigeants de multinationales (notamment occidentaux), qui tendent fort heureusement à s'estomper de manière progressive.

Les divergences proviennent également du sens de certains mots clés comme « contrôle », « responsabilité » ou « performance », dont la perception peut être différente suivant les cultures. Ces termes peuvent revêtir des connotations – positives ou négatives – entraînant parfois des dérapages. Il appartient au manager averti de trouver les moyens et les solutions pour communiquer sur ces mots clés de sorte que tous les employés, ou tout au moins les principaux relais, puissent avoir la même perception que lui.

**L'Afrique a souffert des préjugés de l'époque coloniale qui influencent le style de management des dirigeants des multinationales.**

#### Valoriser les différences

Quelques solutions trouvées par les entreprises pour résoudre les conflits culturels reposent notamment sur la capacité à partager à l'intérieur du groupe des valeurs communes qui transcendent les cultures, à réaliser des séminaires d'intégration, à faire des expatriations et « impatriations » avec retour d'expérience. En effet,

face à un environnement international de plus en plus ouvert à une concurrence élargie, la prise en compte des différences culturelles et de l'interaction entre cultures devient un enjeu essentiel, tant pour satisfaire la diversité de la demande que pour intégrer des équipes de travail multiculturelles. Les entreprises et organisations qui au-



ront intégré la problématique du management interculturel dans leur stratégie de développement à l'international réussissent certainement mieux leur expansion.

En conclusion, nous partageons pleinement l'assertion de E. Mutabazi (enseignant-chercheur, auteur de plusieurs études et publications sur le sujet) qui dit que les entreprises qui réussissent leur expansion sont celles qui « s'appuient sur des pratiques de management qui valorisent les différences et les traitent comme des facteurs de performances, d'innovation et de progrès ». Nous osons espérer que cette contribution permettra aux groupes gabonais qui s'implantent en dehors du pays et aux managers gabonais d'intégrer pleinement cette problématique dans leur stratégie de développement et de management.

DAOUDA COULIBALY






partout pour vous, il y a tsg

- transport de personnel
- transport vip
- location longue durée
- location courte durée



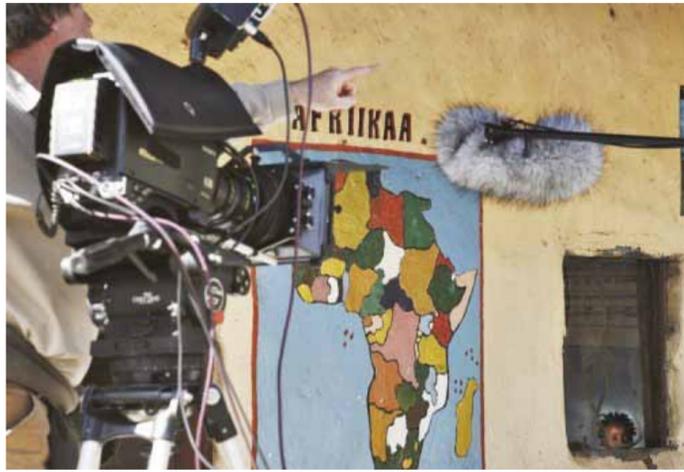
**Nous apportons Service, Qualité et Réactivité**

à nos clients pour qui le respect du délai est une valeur primordiale

Au tour du transport de personnel TSG, Transport Service Gabon a su créer des pôles de capacités complémentaires lui permettant d'élargir ses offres de services. Vous pouvez vous appuyer sur l'expérience et le professionnalisme du personnel de TSG pour mener à bien vos projets.

B. P. 1583 Libreville - GABON  
zone industrielle d'Oloumi -  
Tel. : +241 77 84 06 / 77 55 94 / 77 26 05 / 77 26 15  
tsg@tsggabon.net

# Une production audiovisuelle à notre image



Tout reste à faire dans le secteur, car actuellement la production de films africains ne représente que 3% du marché cinématographique du continent.

Si l'on en croit les chiffres d'un rapport de l'organisme américain Population Référence Bureau, publié conjointement avec l'Agence d'aide du gouvernement américain, le nombre de jeunes sur le continent africain atteindra 349 millions en 2050. Soit 29% de la jeunesse mondiale et 22,1% de la population active de la planète qui forment un public dont il est judicieux d'entendre les préoccupations et les attentes dès aujourd'hui. Le secteur de l'audiovisuel africain est quasiment vierge, comme le prouve la production de films africains qui ne représente que 3% de l'ensemble du marché cinématographique du continent, alors que celle des films américains s'élève à 70%. Une situation qui pourrait bien changer au fil des années car certains pays comme le géant économique du continent, l'Afrique du sud, premier diffuseur de films africains, mais aussi le Maroc et le Nigeria, connaissent un développement important de leur production audiovisuelle en profitant de la croissance du marché due à la multiplication de canaux et des médiums de diffusion numérique.

## Welcome to « Nollywood »

Le Nigeria, géant démographique africain avec une population de près de 150 millions d'habitants, dont près de deux foyers sur trois possèdent un lecteur vidéo, s'emploie à prendre la tête de la production audiovisuelle du continent depuis l'explosion de la vidéo domestique. L'industrie cinématographique nigérienne, s'inspirant d'un quartier de Los Angeles devenu culte pour avoir été le berceau des studios de cinéma américain, porte un nom qui ne nous est pas inconnu : « Nollywood », histoire de marcher sur les traces des célèbres productions hollywoodiennes. Les films ne sortent pas sur pellicule mais directement

en DVD. De nos jours, une production basique se tourne en numérique à un prix allant de 15 000 à 30 000 euros, et vend entre 30 000 et 40 000 copies à raison d'environ un euro la cassette. Le marché de ce que l'on appelle désormais le « home vidéo » gagne des parts au niveau national et international avec des exportations qui génèrent un chiffre d'affaires supérieur à un million d'euros. C'est le fruit d'un travail entrepris il y a vingt ans avec la sortie du premier film tourné en VHS, un procédé beaucoup moins coûteux, intitulé *Living in bondage*, de Chris Obi Rapu, en 1992, qui a connu un franc succès avec 300 000 copies vendues. Dès 2000 on recensait 15 000 vidéoclubs, près de 300 sociétés de production audiovisuelle, et on estime que plus de 10 000 films de fiction ont été produits et tournés en vidéo au Nigeria au cours de ces quinze dernières années, dont 1 770 en 2008. Un dernier chiffre qu'il faut multiplier par deux pour estimer les ventes clandestines effectuées sous le manteau par le biais du piratage. Le Nigeria est parvenu à créer un secteur de production audiovisuelle dynamique et autonome qui représente un marché supérieur à 300 millions d'euros et génère, de manière directe et indirecte, 300 000 emplois. Le cinéma nigérien dispose de trois sources principales de financement, à savoir le soutien apporté par le producteur de film, celle du distributeur et les aides institutionnelles comme celle de plus de 600 000 euros octroyée entre 2004 et 2008 à environ deux tiers des producteurs nigériens ayant sol-

licité le « Fonds Images Afrique » du ministère français des Affaires étrangères. Ce fonds a consacré pendant quatre ans une enveloppe de 8,5 millions d'euros à la production de films africains. Il a permis d'en financer 66 et vise depuis 2010 la coproduction d'un catalogue de 15 films sur cinq ans en investissant 10 millions d'euros afin d'avoir le droit de les diffuser au sein du réseau des centres culturels français.

**Le recours à la micro-entreprise**  
Derrière ces groupes dominant le marché, on compte environ un millier de petites sociétés indépendantes qui parviennent parfois à se frayer un chemin dans le paysage audiovisuel, plus vaste avec les chaînes thématiques et la télévision numérique terrestre (TNT), qui engendre des débouchés supplémentaires. Ces nouvelles chaînes à petits budgets achètent souvent des rediffusions à moindres coûts, comme pour un téléfilm d'une heure et demie à 20 000 euros, au lieu du financement de la moitié des frais de production dont s'acquie une grande chaîne. Une opportunité saisie par Basile Boli Evènements (BBE), SARL au capital de 35 000 euros. La société de production audiovisuelle de l'ancien international du ballon rond, créée en 2001, est spécialisée dans la production d'émissions sportives et culturelles pour la télévision, à l'exemple de « Talents d'Afrique » diffusé sur Canal+ Horizons.

## En France, un regroupement des producteurs audiovisuels

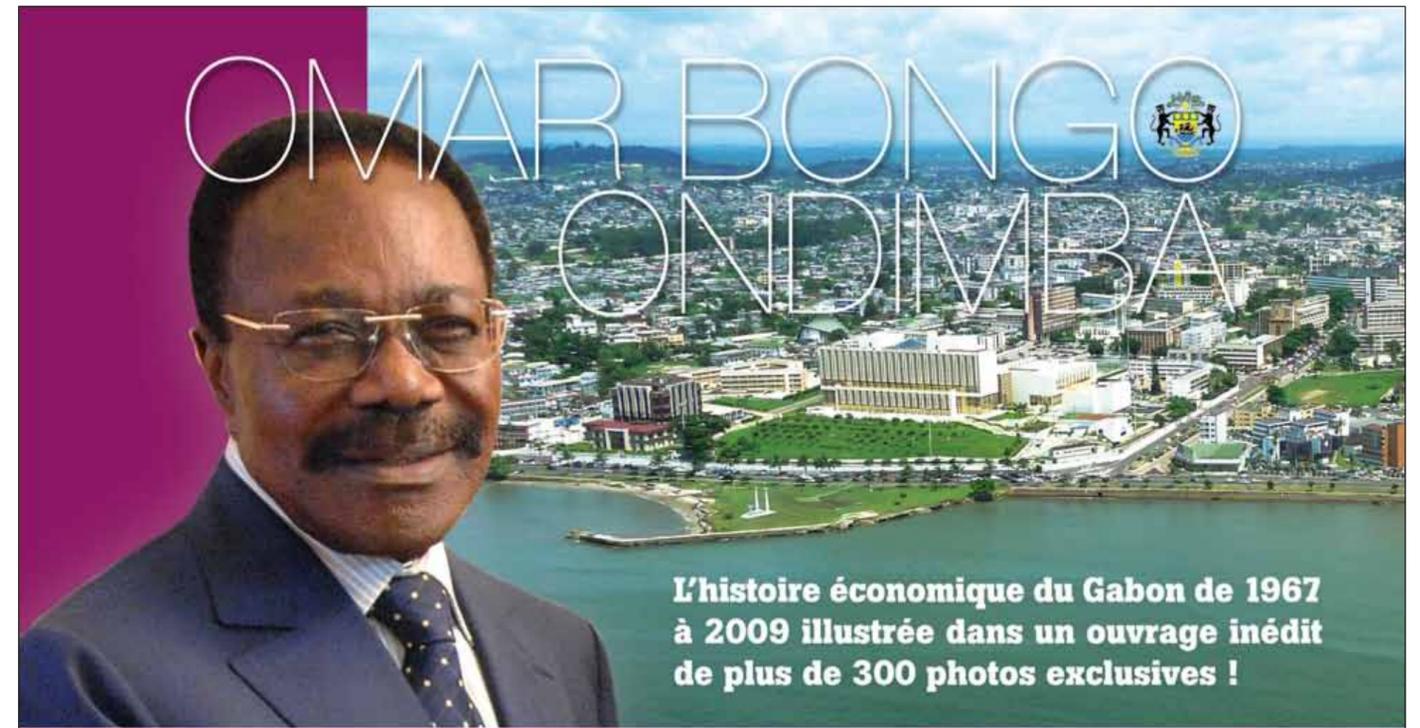
En France, le marché de la production audiovisuelle a connu un tournant décisif le 17 janvier 1990 avec la publication du « décret Tascas » mettant en place deux types de quotas pour le cinéma et l'audiovisuel : 3,2% d'investissement du chiffre d'affaire annuel à la production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles françaises et européennes, dont 2,5% alloués à des œuvres françaises (sauf Canal + 9%), et 60% du temps d'antenne consacré aux œuvres européennes, dont 40% d'œuvres EOF. Ces nouvelles dispositions obligent les chaînes à externaliser les deux tiers de leurs productions et sonnent le glas de la Société française de production, prestataire public né de l'éclatement de l'ORTF, qui a perdu 40% de son chiffre d'affaires entre 1992 et 1998 et n'assure aujourd'hui qu'une offre de services et de studios aux producteurs après sa vente à la holding Bolloré.

**Le marché du « home vidéo » gagne des parts avec des exportations qui génèrent un chiffre d'affaires supérieur à un million d'euros.**

Parallèlement, les sociétés de production audiovisuelle privées connaissent un essor considérable, à commencer par celles créées par des animateurs motivés par le contrôle éditorial de leurs émissions et le gain financier, nettement supérieur à celui du simple présentateur. Chacun y trouve son compte car les chaînes ont plus de facilités à supprimer une émission quand le taux d'audience ne répond pas aux attentes. Afin d'accroître leur pouvoir et leur marge de manœuvre, 200 producteurs se sont regroupés en février 2010 au sein de la Confédération des producteurs audiovisuels, qui couvre l'ensemble des genres de programmes audiovisuels, des programmes dits de flux au magazine, à la fiction, à l'animation et au documentaire. En 2009, ils représentaient 85% de la production et de la distribution audiovisuelles.

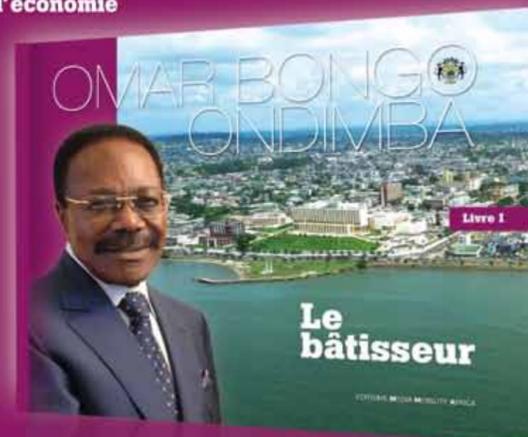
Une autre piste s'offre à ceux qui ont des idées, mais pas de capital de départ, avec le régime de l'auto-entrepreneur, mis en place par la loi de modernisation de l'économie française adoptée le 4 août 2008, qui réduit à l'extrême les formalités liées à la création d'entreprise et calcule les charges sociales et fiscales en fonction du seul chiffre d'affaires réalisé, payable mensuellement ou trimestriellement, notamment via Internet. On devient chef d'entreprise en un clic sur son ordinateur avec certains inconvénients en moins, car en l'absence de chiffre d'affaires on n'est pas tenu de payer d'impôt et de charges sociales. Une formule très prisée par les Africains qui se lancent dans la production audiovisuelle tant que leur chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas le régime fiscal de la micro-entreprise, fixé à 32 600 euros pour les activités de prestations. Une nouvelle façon d'entreprendre qui a généré un chiffre d'affaires global de près d'un milliard d'euros en 2009 et séduit ceux qui démarrent dans la production audiovisuelle, un secteur encore balbutiant mais en pleine expansion, d'autant que les dispositifs mis en place pour privilégier la langue française dans les médias de l'Hexagone ouvrent de grandes perspectives aux neuf francophones sur dix qui seront africains en 2050, selon le dernier rapport de l'Organisation internationale de la francophonie. De quoi céder sa posture de consommateur pour celle d'acteur de l'audiovisuel africain de demain, en adéquation avec ses propres codes et son héritage culturel.

CHRISTIANE REVENO



**L'histoire économique du Gabon de 1967 à 2009 illustrée dans un ouvrage inédit de plus de 300 photos exclusives !**

**Découvrez toutes les transformations initiées par OMAR BONGO ONDIMBA dans tous les domaines de l'économie**



**Les travaux de désenclavement du pays à travers l'épopée du Transgabonais, les grands chantiers de rénovation des villes, l'exploitation des ressources locales, le développement des télécommunications et des outils d'information... Des images que l'on parcourt comme un voyage dans le temps et qui révèlent le rôle de bâtisseur du Président Omar Bongo Ondimba.**

**Un livre unique de 172 pages, premier tome d'une trilogie, édité par Mobility Media Africa, pour un cadeau d'entreprise exceptionnel...**

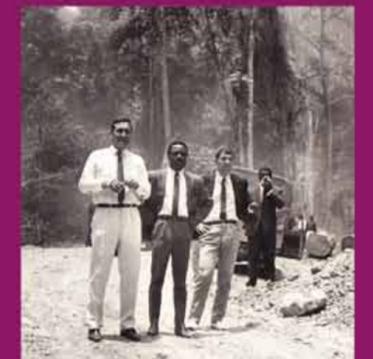


**172 pages - Prix de vente public 40 000 FCFA**

Disponible à Libreville dans les points de vente suivants : Kiosque de l'hôtel Laico Intercontinental • Boutique Select (Galerie de MBolo) • Mbolo (grande surface) • Librairie du Komo • Kiosque du Méridien Re-Ndama • Maison de la presse.



Pour toutes commandes en volume, contactez Laure CHATELIER - 07 47 74 77 - laurechatelier@hotmail.com ou Esther LUDEAU - 03 14 00 38 - e.ludeau@yahoo.fr ou bien Bertrand MOUNDJOUKOU - 03 30 90 11 - moundjoukouberttrand@yahoo.fr



# Le boom des écrans plats

Encore réservés à une certaine élite il y a quelques années, les écrans plats, LCD ou plasma, se sont vite démocratisés et inondent déjà le marché à Libreville.

Le progrès technologique est tellement fulgurant que ce qui faisait figure d'innovation ne l'est plus du tout six mois après. La télévision tube neuve que vous aviez acquise il y a à peine plus d'un an est déjà dépassée face à la nouvelle vague d'écrans plats bon marché qui déferle sur Libreville. Des magasins libanais du carrefour Léon-Mba aux salons des grandes enseignes, l'heure est à l'écran plat, et à l'écran de plus en plus grand ! « Il y a une évolution permanente, une référence peut faire, maximum, un an », confirme Pascal Baladier, adjoint de direction chez CK2, qui propose aujourd'hui la gamme parmi la plus large d'écrans LCD à Libreville. Mais d'abord, qu'est-ce un écran LCD ? Et quelle est sa différence par rapport à un écran plasma ?

## Le LCD tient la corde

Les écrans dits « plasma » sont constitués de deux plaques de verre avec du gaz au milieu. Un système fait réagir le gaz et donne les gammes de couleurs. Les LCD, en revanche, sont constitués de deux plaques de verre avec des cristaux à l'intérieur dont l'orientation des facettes donne différentes couleurs. La technologie plasma a d'abord supplanté le LCD car elle proposait des écrans plus grands et de meilleure qualité, notamment au niveau du contraste. Puis, petit à petit, le LCD a rattrapé le plasma. Les tailles se sont agrandies, le contraste a été amélioré et le temps de réponse également. « L'exemple type pour mesurer le temps de réponse, c'est la balle de tennis. A l'époque, elle laissait une traînée sur l'écran en raison de sa rapidité ; maintenant on en a de moins en moins, voire plus du tout », explique Pascal Baladier.

Les premiers écrans plasma ont été commercialisés à Libreville aux alentours de 2006.



A cette époque, CK2 vendait le 42 pouces autour de 2,5 millions FCFA, autant dire que ce produit était réservé à une certaine classe de la population gabonaise. D'autre part, il y a encore cinq ans, les écrans LCD ne rivalisaient pas en taille avec les plasma, et surtout ils coûtaient encore très chers, donc ils n'avaient guère d'intérêt par rapport aux télévisions tubes dont les prix et la qualité s'amélioraient encore. Avec le progrès fulgurant de la technologie LCD, la plupart des grandes marques ont abandonné le plasma. Le constructeur Phillips, par exemple, n'a conservé qu'un seul modèle plasma, le 52 pouces, le plus grand de la gamme.

## Des prix en baisse

« Le premier boom s'est fait sentir 2006, avec les retransmissions de la Coupe du

monde de football. En 2007 et 2008 la fièvre est quelque peu redescendue car nous n'avons rien à proposer ; les LCD étaient encore très chers et les tubes se sont arrêtés. Donc, pendant deux ans, seuls ceux qui avaient les moyens achetaient des LCD et il a fallu attendre que les prix baissent pour assister à ce nouvel engouement », raconte Pascal Baladier. Et pour cause, face aux progrès des technologies LCD et plasma, les constructeurs ont vite abandonné les télévisions tubes, déjà vouées à une mort certaine face à des écrans plus grands, moins encombrants, de meilleure qualité... et bientôt accessibles à tous. Dès 2009, on pouvait trouver à Libreville des écrans LCD 32 pouces à 500 000 FCFA, soit cinq fois moins cher que trois ans auparavant. En 2010, les prix semblent atteindre le plancher bas, avec des LCD 32 pouces de grandes marques entre 350 000 et 400 000 FCFA. On retrouve donc la gamme de prix des télévisions tubes. « Un LCD 32 pouces à 350 000 FCFA aujourd'hui, c'est le prix d'une télé tube d'une qualité un peu supérieure à l'époque », rappelle Monsieur Baladier.

Pour 2011, même si la Coupe du monde n'est pas au rendez-vous, les revendeurs tablent toujours sur la hausse des ventes en raison du taux d'équipement encore faible de la population gabonaise. Avec des écrans LCD 32 pouces à la baisse, ceux qui sont encore à l'ère du tube devraient pouvoir acquérir leur premier écran plat, et ceux qui en ont déjà un pourront songer à équiper une autre pièce de la maison...

## Une amélioration de la qualité en point de mire

Si les ventes devaient continuer à progresser, les prix, eux, ne devraient plus descendre davantage. Les constructeurs semblent da-

vantage vouloir miser sur l'amélioration de la qualité et la démocratisation du haut de gamme. Le département Asie de Phillips avait commencé à envisager des séries d'écrans plats « discount », mais le projet a été abandonné. Ce sont les « no-names », les marques peu ou pas connues, qui ont repris le créneau des premiers prix. Mais là, un autre problème se pose pour la commercialisation, ce sont les habitudes de consommation des clients. Pour beaucoup, la griffe du téléviseur est une assurance de qualité et de longévité, comme ces bons vieux téléviseurs Phillips qui semblaient avoir vécu aussi longtemps que nos grands-parents, et qui ornaient magistralement les salons. Or ceci est de moins en moins vrai. La marque Haier, par exemple, davantage connue dans le froid, propose aujourd'hui des écrans LCD de bonne facture à des prix avantageux. Et les clients ne savent pas toujours qu'un téléviseur Haier peut s'avérer aussi bon qu'un Phillips, par exemple. Haier est une marque européenne (de fabrication polonaise) et donne donc accès aux standards européens, comme la sortie péritel et la TNT, ce qui est aujourd'hui avantageux au Gabon. Or, au même prix et pour le même produit, d'autres marques proposeront un modèle de qualité similaire, avec la péritel et la TNT en moins. Le premier prix CK2 est aujourd'hui le 32 pouces Haier, dont beaucoup se sont vendus en 2010, nouvel effet de la Coupe du monde.

## Certains produits moins chers... mais sans garantie

Beaucoup optent également pour les revendeurs du marché, souvent les enseignes libanaises qui proposent des produits d'import, asiatiques pour la plupart, à des prix intéressants. Concrètement, les prix et la qualité se valent sur le moyen et le haut de gamme avec les grandes enseignes. C'est sur le bas de gamme que ces petites enseignes font la différence. En revanche, ne comptez ni sur les garanties ni sur le service après-vente ; passée la porte du magasin, les réclamations ne sont guère possibles. Or il faut savoir que les écrans LCD et plasma restent des produits relativement fragiles, notamment avec l'instabilité du réseau électrique à Libreville. Les sautes de tension ou les orages peuvent vite altérer votre téléviseur, d'où l'importance d'une garantie (souvent d'un an dans la plupart des grandes enseignes) et des appareils de protection (prise paratonnerre...). Enfin, pas de TNT intégrée non plus sur ces téléviseurs qui viennent pour la plupart d'Asie, où la technologie TNT n'a pas encore été intégrée en série dans les chaînes de fabrication.

Alors que le plasma et le LCD s'infiltraient déjà dans la plupart des foyers des classes moyennes et supérieures, déjà, se prépare une nouvelle vague technologique prête à démoder ces nouveaux joujoux : le LED, et surtout la 3D. Toutefois, il faudra encore compter quelques années et certains ajustements techniques pour que ces technologies deviennent commercialisables à l'échelle industrielle...

DIEGO ESSANDONE

# Parce que le FRET est aussi notre métier



**GABON** logistics  
AIRLINES

Direction Fret 44 25 15 - Fax 44 25 16 • Représentation Port-Gentil 05 93 80 23 - Fax 56 49 01

[www.gabonairlines.com](http://www.gabonairlines.com)



# VOYAGE D'AFFAIRES

# Accra, l'emblème du développement

La capitale du Ghana, ville côtière située sur le golfe de Guinée, présente une activité économique riche et variée. En pleine croissance, elle a vu sa population multipliée par quatre depuis l'indépendance du pays, en 1957.



Le grand centre commercial Shoprite Accra, filiale de Shoprite Holdings, fait le bonheur des consommateurs, notamment ceux qui sont avides de s'équiper en produits électroniques ou en électroménager.

Accra, capitale économique de l'ancienne *Gold Coast* (Côte de l'Or), l'actuel Ghana, est une ville au potentiel économique important et riche en histoire. C'est aussi, comme souvent dans les capitales, l'endroit incontournable pour associer affaires et tourisme. Sa croissance attire une population très nombreuse, migration que l'on estime à plusieurs centaines chaque jour. La forte concentration de la population occidentale en dit également long sur son pouvoir d'attraction. Accra séduit également par ses rues propres ; ce qui peut paraître ordinaire ailleurs, comme le fait jeter un emballage de biscuit ou un sachet d'eau après usage semble ici quasi inexistant. Témoignages de l'attachement des Ghanéens à leur histoire, la capitale donne à voir plusieurs monuments à l'effigie des grands leaders qui ont marqué le destin du pays. C'est le cas notamment de Joseph Danquah, l'un des leaders de la lutte pour l'indépendance ; Kwame Nkrumah, président du pays de 1960 à 1966 ; Jerry Rawlings, à la tête du Ghana de 1993 à 2000 ; ou encore Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies de 1997 à 2006 et natif de Kumasi, au centre du pays.

**Dans les grandes administrations, une architecture inspirée par les objets de la tradition royale Akan.**

**Les lieux de consommation**  
Accra est le poumon de l'économie ghanéenne. Le port de Tema, à quelques encablures de la ville, est le lieu où transitent d'importantes matières premières, principalement l'or et le diamant. L'or, qui fait la fierté de la métropole ghanéenne, a valu à certains orfèvres de la sous-région de venir s'y installer. Accra abrite également d'importants centres d'affaires, et non des moindres, où l'on y trouve pratiquement tout. A cinq minutes de l'aéroport international Kotoka se trouve Shoprite Accra, grand centre commercial, filiale de Shoprite Holdings, huitième entreprise d'Afrique. Shoprite abrite des représentations de géants qui sont les porte-étendards de l'électronique et de l'électroménager.

Apple fait bien sûr partie de la liste avec Sony, Panasonic et bien d'autres. Certaines boutiques offrent des gadgets électroniques à des prix particulièrement compétitifs. A Accra, un quartier est réputé pour son effervescence, 24h/24, autour du monde des affaires. Il s'agit d'Osui, qui abrite restaurants, centre d'affaires, hôtels... Ses commerces abondent d'objets d'arts et de décoration, de pagnes Kita et bien d'autres

produits. Non loin d'Osui se trouve le célèbre grand marché de Makola, où se mêlent bijoux, parures traditionnelles, pagnes traditionnels... Ce marché est connu pour ses prix très attractifs pour les produits de lingerie (tissus, prêt à porter, friperie). C'est d'ailleurs à Makola que se retrouvent la plupart des commerçants venant de la sous-région pour s'approvisionner. A Accra, on ne fabrique pas de véhicules, et pourtant ceux-ci sont à la portée de plus

PROSPER KOFFI

La place Kwame-Nkrumah, du nom de celui qui présida le Ghana de 1960 à 1966.



## Infos utiles

Population Accra : 1 661 400 hab.  
Langue officielle : anglais  
Fuseau horaire : GMT  
Monnaie : le cedi = 0,0332643 FCFA  
Indicatif : 233  
Ghana Tourist Board :  
Tél. : 021-238330  
Location véhicule et circuits : X Five Ventures Limited, P.O box 01117 Osui-Accra. Tél. : (233) 02 44 28 19 60.  
Email : naad@yahoo.com

grand nombre, étudiants compris. Le campus de l'université de Legon témoigne de cette réalité. On peut trouver des voitures offrant toutes les commodités en termes de sécurité, confort et fiabilité à moins de quatre millions de nos francs. C'est le cas, à titre d'exemple, de la Renault Matrix.

## Un tourisme à découvrir

Même si cette activité n'est pas fortement développée dans la métropole ghanéenne, Accra est une ville intéressante sur le plan touristique. Le visiteur pourra toujours se satisfaire d'un monument ou d'un parc qui flatte la rétine à tout bout de rue. Pour le moins qu'on puisse dire, les appareils photos numériques et autres gadgets d'immortalisation des moments précieux ne chômeront pas. Les architectures des grandes administrations ont été inspirées par les objets de la pure tradition royale Akan. Les institutions de la Présidence se caractérisent par leur architecture à la forme du tabouret royal, symbole fondateur représenté sur le drapeau Ashanti (l'un des groupes ethniques de l'ensemble Akan au Ghana). En dehors des monuments historiques, la capitale ghanéenne abrite des plages qui offrent des moments de rafraîchissement à tous ceux qui souhaitent fuir le soleil de la capitale. L'une des plus renommées est Labadi Beach. Le zoo d'Accra séduira également les amoureux de la nature et des espèces animales.



Le marché de Makola, où bon nombre de commerçants de la sous-région viennent s'approvisionner.

## Se restaurer



**MAMA MIA'S**  
Spécialités italiennes et

européennes, pizzas. Ce restaurant est l'un de ceux qui proposent les pizzas les plus savoureuses à Accra.  
- 7<sup>th</sup> Lane, Osui, Accra, 264151

**CAPTAIN HOOK'S**  
Spécialités européennes et africaines. A Accra, ce restaurant est réputé pour

ses poissons braisés.  
- Cantonments, Accra

**ARLECCHINO ICE CREAM**  
Ce restaurant offre les meilleures glaces de la place et autres produits dérivés.  
- 674/2 Oxford Street, Accra.

Tél. : +233-(0)245-410-403  
+233-(0)246-214-739

## Se loger



### GOLDEN TULIP

Situé approximativement à cinq minutes de l'aéroport international de Kotoka, cet hôtel 4-étoiles offre de grandes chambres superbes avec toutes les dernières commodités, avec petit-déjeuner offert. Le service traiteur est également de pointe. Wifi, casino, bar, salon de coiffure, salle de fitness et de relaxation, piscine, restaurant avec des menus variés ; tout pour un séjour réussi. La nuitée est accessible à partir de 125 000 FCFA.

- Liberation Road, P.O Box 16033, Airport, Accra. Tél. : (233) 21 21 31 61. Fax : (233) 21 77 53 61.  
Email : info@goldentulipaccra.com

### HOLIDAY INN

Cet hôtel 3-étoiles est aussi bien situé que le premier cité. Tous deux se situent juste à proximité de l'aéroport et non loin du célèbre centre commercial Shoprite. La belle situation géographique

de cet hôtel vous évitera les nombreux embouteillages sur les routes d'Accra. Entièrement rénové, il offre tout le confort et la sécurité nécessaires pour un séjour agréable. Les chambres sont confortables avec une climatisation optimale. Piscine bien entretenue, Wifi gratuit, petit-déjeuner offert, le tout au prix de 130 000 FCFA la nuitée.

- Plot 19 & 20 Airport City, Accra.  
Tél. : (233)-0302-740930.  
Fax : (233)-0302-740930

### LABADI BEACH HOTEL

Cet établissement hôtelier est surtout recommandé pour ceux qui désirent se mettre à l'abri des bruits de la ville. Il est situé non loin de la plage de Labadi et dispose de 104 chambres spacieuses et équipées avec toutes les dernières commodités. Restaurants, infirmerie, bureau de change, volley-ball, tennis, piscine... La nuitée s'élève à environ 118 000 FCFA.

- Beach Road, Labadi, Accra.  
Tél. : (233) 021 772501

### PENTA HOTEL

Ce modeste hôtel est situé dans le quartier des affaires Osui et offre des tarifs très compétitifs. Environ 30 000 FCFA la nuitée. Le cadre est propre et les chambres bien équipées.

- Cantonments Road, Accra.

## Les bonnes tables d'Economie Gabon +



### LIBREVILLE

#### Bateau ivre

Bord de mer. Restaurant Gastronomique. Ouvert midi et soir du lundi au samedi.  
Tél. : 44 34 87. GSM : 07 23 24 24.

#### Le Sinbad (ex-Petit Chalut)

Face à la pharmacie d'Oloumi. Restaurant aux spécialités de poisson. Ouvert midi et soir du lundi au samedi.  
Tél. : + 241 05 19 55 55 / 07 51 41 51 / 07 13 01 30.

#### Cactus Bar

Bord de mer, galerie d'Hollando. Bar-restaurant. Ouvert du lundi au samedi matin, midi et soir.  
Tél. : 07 44 61 99.

#### Cigalou

Owendo Razel. Ouvert tous les jours, midi et soir. Grand buffet dimanche et jours fériés.  
Tél. : 06 25 18 22.

#### Golf Club de Libreville

Mindoubé. Ouvert du mardi au dimanche, matin et midi  
Tél. : 07 44 60 73 / 07 51 41 51.

#### Birdy Art

Face au Conseil économique et social (CES). Ouvert du lundi au samedi de 8h00 à 23h00.  
Tél. : 06 78 23 80.

#### Le Bistro

Bar-restaurant, ouvert tous les jours, midi et soir sauf le dimanche.  
Tél. : 73 16 25 / 06 44 45 46.

#### Tropicana

Hôtel-bar-restaurant.  
Tél. : 73 15 31 / 31.

#### Lokua

Bar-restaurant, ouvert midi et soir du lundi au vendredi et samedi soir.  
Tél. : (241) 06 83 51 83 / 04 10 34 44.

#### Le Phare du large

Restaurant gastronomique français, ouvert midi et soir.  
Tél. : 73 02 73 / 07 22 22 22.

### PORT-GENTIL

#### Méridien Mandji

4 étoiles, au centre-ville et face à la mer (parc à bois de la SNBG).  
Tél. : (+241) 55 21 03/04/05.  
Fax : (+241) 55 28 05.

#### Le Massena

Bord de mer, au bout du port môle, au centre-ville.  
Tél. : (+241) 56 53 16/55 31 77.  
Portable : 05 92 82 05.

#### Le Flibustier

A gauche de l'entrée de la zone portuaire.  
Tél. : (+241) 07 41 91 01.

#### Au Bec fin

Au centre-ville, non loin de l'Hôtel de Ville.  
Tél. : 07 92 69 59.

#### San Lorenzo (ancien restaurant Jardin de l'Asie)

Au centre-ville, juste à côté de l'hôtel Méridien Mandji.  
Tél. : 07 41 47 61.

#### Café du Wharf

Bord de mer, en face du port môle.  
Tél. : (+241) 56 02 19.

#### L'Amiral

Rue perpendiculaire à l'avenue Savorgnan-de-Brazza, non loin du Café du Wharf.  
Tél. : (+241) 05 30 39 32.

#### Le Ranch

Zone portuaire, entre l'Hôtel du Parc et l'hôtel Le Ranch, presque adossé à un zoo.  
Tél. : 07 36 63 00.



# CHIVAS



Pernod Ricard Gabon

BP 6415 LIBREVILLE - BATTERIE IV (FACE EL RAPHA)  
prgabon09@yahoo.fr - www.pernod-ricard.fr

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.